

LE PROJET FRANÇAIS D' *HISTOIRE ÉCONOMIQUE QUANTITATIVE* : AMBITIONS ET RÉSULTATS *

Jean-Charles Asselain

Résumé

Le projet français d'histoire économique quantitative a pris naissance en 1961 au sein de l'ISEA, dans le cadre d'un programme international inspiré par Simon Kuznets. Il relève d'une approche macro-économique transposée de la Comptabilité nationale, qui situe chaque donnée historique au point d'intersection d'une lecture « verticale » diachronique, comme dans l'histoire sérielle, et d'une lecture « horizontale », prenant en compte l'interdépendance générale des faits économiques : d'où la possibilité de recoupements multiples, qui limitent les risques d'erreur. Les travaux de l'ISEA ont rencontré beaucoup d'incompréhension de la part des historiens français ; ils se sont inquiétés à tort de l'« impérialisme scientifique » de leurs collègues économistes (qui pourtant reconnaissaient explicitement le rôle des variables historiques, irréductibles à l'analyse économique), en leur opposant d'abord le calcul de séries alternatives (concurrentes), puis en se détournant très largement des approches quantitatives. Nous soutenons ici que les résultats des travaux français d'histoire quantitative se comparent favorablement à leurs homologues étrangers, comme en témoigne la reconnaissance internationale dont ils bénéficient. S'il y a une anomalie française, elle réside non pas dans l'existence de divergences entre les séries disponibles, mais dans la renonciation à en élucider l'origine pour faire progresser l'analyse, comme si les enjeux de l'histoire quantitative demeuraient largement incompris.

THE FRENCH PROJECT OF *QUANTITATIVE ECONOMIC HISTORY*

Summary

The French project of quantitative economic history started in 1961, when ISEA joined in the international programme initiated by Simon Kuznets. According to the macro-economic approach of national accounts, every historical data is taken as an element both of diachronic series and of synchronic interrelations between economic variables : hence the possibility of systematic cross-checking, limiting the risk of errors. The work done by ISMEA was widely misunderstood by French historians, who, besides criticizing several specific results, wrongly feared some kind of scientific imperialism (whereas the economists of ISEA fully acknowledged the role of *historical variables*, irreducible to economic analysis) ; they first set about working out their own alternative historical series, and later all but deserted the field of quantitative research. Here we argue that the results of French quantitative economic history compare favourably with their foreign counterparts, as their international recognition testifies. The French problem lies not in the existence of divergent historical series (which should stimulate further research), but in the giving up trying to clarify the origin of the main discrepancies, as if the significance of quantitative research in economic history remained misunderstood.

Mots clefs :

Histoire quantitative. Croissance économique. Évolution sectorielle. Services.

* Texte présenté à la Journée d'étude du 26 novembre 2006 de l'Association Française des Historiens Économistes.

L'histoire quantitative, au sens large, est omniprésente : « Y a-t-il encore aujourd'hui une forme d'histoire qui ne soit pas, peu ou prou, histoire quantitative ou histoire sérielle ? » (P. Chaunu, 1978). Mais ici, il s'agira d'« histoire quantitative » au sens restreint d'histoire macro-économique, fille de la comptabilité nationale, projet dont l'inspirateur fut en 1950 le futur prix Nobel Simon Kuznets et dont la version française, au seuil des années 1960, eut pour porte-parole Jean Marczewski et pour principal acteur Jean-Claude Toutain.

L'approche de Kuznets – comme celle de Gregory King – place au centre de l'analyse, en tant que concept unificateur, le *Revenu National*, dont la diversité des spécifications comptables (PIB, PIN...) ne doit pas masquer la quadruple signification fondamentale :

	<u>Formation du Revenu National</u>	<u>Utilisation du Revenu National</u>
<u>Ressources</u>	Σ valeurs ajoutées (par branches)	Σ produits finals
<u>Emplois</u>	Σ revenus (salaires, profits...)	Σ demandes finales (C+I+[X-M])

L'agrégat ainsi défini se prête à la mesure de la croissance globale. Transposé au niveau unitaire, il constitue la base des comparaisons internationales en tant qu'expression de l'efficacité productive (PIB par actif) et du niveau de vie (revenu réel par habitant). De par sa quadruple décomposition, il permet de caractériser les évolutions structurelles, et de mesurer le processus d'ouverture internationale.

Quant à l'insistance sur les méthodes de la comptabilité nationale, elle traduit les exigences fondamentales d'*exhaustivité* et de *cohérence*. Chaque donnée historique se trouve ainsi placée à l'intersection d'une lecture « verticale » diachronique, comme dans l'histoire sérielle, et d'une lecture « horizontale », prenant en compte l'interdépendance générale des faits économiques, qui constitue l'apport propre de l'histoire quantitative. D'où la possibilité de recoupements multiples, destinés à éliminer les valeurs aberrantes et à limiter les risques de dérive des indices intertemporels en procédant à des confrontations transversales périodiques.

En se plaçant expressément sous les auspices de la comptabilité nationale, la présentation par Marczewski du projet français s'exposait au reproche de s'en tenir à une vision réductrice de l'histoire économique, et restait en deçà du seuil de l'économétrie historique. En mettant l'accent sur *l'établissement des faits*, simple prélude à l'explication

historique, elle limitait ses prétentions à apporter une contribution parmi d'autres à la compréhension historique. Mais cette apparente modestie et ces limitations dûment reconnues ne sauraient occulter les ambitions réelles du programme d'histoire quantitative : reconstituer les données manquantes avec une marge d'erreur comparable à celle des données observées, restituer aux secteurs sous-étudiés (comme les services) leur véritable poids relatif dans les évolutions globales, expliciter le rôle des « variables historiques » (irréductibles à l'analyse économique), établir sans ambiguïté la tendance dominante et mettre fin au « détournement » des capacités de recherche vers de pseudo-explications de faits mal établis – autrement dit, écarter le plus grave des périls menaçant l'histoire économique, clairement dégagé par François Crouzet, celui d'une accumulation de monographies laissant place à toutes les interprétations subjectives.

L'accomplissement de ce programme a connu deux phases bien distinctes. La première, assez brève, jalonnée par des résultats majeurs (évaluation de la croissance agricole par Toutain, de la croissance industrielle par Markovitch), donne lieu, comme l'avait souhaité Marzewski, à des « critiques passionnées », mais souvent trop nourries d'*a priori* et trop globales pour faire progresser l'analyse ; de façon plus positive, cependant, les évaluations « concurrentes » établies par François Crouzet et par Maurice Lévy-Leboyer offrent matière à des confrontations précises. La seconde phase apporte différents élargissements et approfondissements d'une portée substantielle, sans mettre en cause les principaux résultats (Toutain, 1987 et 1997).

Dans un bilan récent, Dominique Barjot (« Où va l'histoire économique ? », *Historiens et géographes*, 2002) écarte résolument l'histoire quantitative des domaines où s'affirme en France le dynamisme de la recherche en histoire économique, en évoquant le « reflux du quantitatif et le fossé excessif séparant en France les historiens des économistes ». Ce jugement fait écho aux interrogations de Jean-Claude Toutain (« L'histoire quantitative a-t-elle un sens ? », *Revue économique*, 1996)¹, qui met en cause le manque de critères d'évaluation rigoureux, mais surtout l'accueil réservé en France aux travaux d'histoire quantitative par « nombre d'historiens » portés à ignorer ou à « rejeter en bloc l'histoire macro-économique, ses concepts et ses séries longues [...] pour s'en tenir à l'agencement des micro-observations et des monographies ».

Nous soutiendrons ici que l'importance et la qualité des travaux français d'histoire quantitative supportent la comparaison avec leurs homologues étrangers, puisque même

¹ Cet important article a pour titre complet : « Comparaison des différentes évaluations du produit intérieur brut de la France de 1815 à 1938, ou L'histoire quantitative a-t-elle un sens ? », *Revue économique*, juillet 1996.

certaines résultats très contestés, comme l'estimation de la croissance agricole au XVIII^e siècle (Emmanuel Le Roy Ladurie, « Les comptes fantastiques de Gregory King », 1968), ont *mieux résisté à l'épreuve du temps* que le travail pionnier de Deane et Cole. En revanche, il est pour le moins troublant que les désaccords persistants sur le profil temporel de la croissance française, et même les résultats les plus inattendus (la forte expansion de 1905-1913, un mythe ?) aient suscité si peu de réactions, si peu de tentatives pour élucider l'origine des divergences. En ce sens, le programme de l'histoire quantitative reste inaccompli, et ses véritables enjeux plus que jamais incompris.

Tentative de bilan, première approche. Signes extérieurs de réussite

Un programme mené à bien

Les travaux de l'équipe CNRS d'histoire quantitative de l'économie française ont donné lieu à partir du début des années 1960 à une vingtaine d'ouvrages, en majorité (liste jointe en annexe) sous forme de *Cahiers de l'ISEA*, puis de *Cahiers de l'ISMEA*, qui paraissent à partir de 1967 dans le cadre de la revue *Économies et sociétés*². Ce que l'on peut considérer comme le volet central de l'entreprise inaugurée par la publication en 1961 du cahier AF 1, *Histoire quantitative. Buts et méthodes*, véritable fascicule-programme sous la signature de Jean Marczewski, trouve sa conclusion – conclusion provisoire, bien entendu – vingt six ans plus tard avec la publication par Jean-Claude Toutain du cahier AF 15, *Le produit intérieur brut de la France, 1789-1982*, qui englobe l'évolution de l'économie française dans son ensemble sur près de deux siècles.

La première décennie, 1961-1971, a été marquée par la publication de douze cahiers de la série AF. L'approche sectorielle, tendant à reconstituer la contribution des différentes activités au PIB, est l'approche dominante ; elle porte sur l'agriculture (AF 1 et 2), l'industrie (sept des douze premiers cahiers, AF 4 à 8, 10 et 11, tous dus à Tihomir Markovitch sauf le 11, lui sont consacrés, ce qui est du reste conforme à la place prééminente qui revient à l'industrie dans les travaux des historiens) et les transports (AF 9). Cette approche centrale, en termes de valeur ajoutée, laisse place cependant à divers recoupements transversaux, puisque le cahier AF 3 est consacré au mouvement de la population (indispensable pour passer des agrégats globaux au niveau de revenu par tête), le cahier AF 8 au mouvement des revenus

² Cahiers 1 à 15 et cahier 17 de la série AF. Les différentes séries des Cahiers de l'ISEA ont connu des sorts très divers, et l'origine de leur désignation codée (en particulier pour AF) demeure énigmatique. En 1997, la série AF fait place à la série *Histoire économique quantitative* (sous la direction d'Albert Broder, Jean-Claude Toutain et Claude Diebolt), dont le premier fascicule (*La croissance française, 1789-1990. Nouvelles estimations, Économies et sociétés*, n° 11 / 1997) se situe dans le prolongement direct des cahiers de la série AF.

(Salaires et profits industriels sous la Monarchie de Juillet et le Second Empire) et le cahier AF 12 à l'une des composantes de la demande finale (la consommation alimentaire de 1789 au XXe siècle). Seul le secteur des services, à l'exception des transports, reste en friche. Ce qui n'empêche pas toutefois une première tentative de synthèse de la part de Jean Marczewski (cahier AF 4, comparaison avec la Grande Bretagne), tentative très précoce et destinée à stimuler les débats, portant sur l'évolution du « produit physique », défini comme la somme du produit agricole et du produit industriel – un euphémisme pour éviter le terme de « produit matériel », aux connotations marxistes évidentes, alors en usage dans les comptabilités nationales des pays du bloc soviétique.

La phase ultérieure est caractérisée par un fléchissement relatif du rythme des publications (cinq cahiers de 1976 à 1997), mais nullement de l'ampleur et de la portée des contributions dues à deux auteurs seulement, Louis Fontvieille et (surtout) Jean-Claude Toutain. Les travaux de L. Fontvieille, bien que relevant d'une problématique très différente du projet initial, permettent de cerner l'apport des administrations nationales (AF 13) et départementales (AF 14) à la formation du revenu national. Ceux de J.-C. Toutain élargissent l'analyse à l'ensemble des services privés, longtemps demeurés en grande partie *terra incognita*, tout en apportant certaines corrections significatives aux évaluations antérieures du produit industriel par T. Markovitch (notamment pour le secteur du bâtiment), et parviennent ainsi pour la première fois à une reconstitution complète de l'évolution du PIB français en valeur courante et en valeur constante³ depuis deux siècles (AF 15). La faible amplitude des révisions opérées dix ans plus tard (1997) par Jean-Claude Toutain, sauf sur quelques postes, semble bien impliquer que l'on doit désormais attribuer une signification quasi définitive – du moins en l'absence d'éléments nouveaux – à ses dernières estimations. Ce qui n'exclut pas une réflexion critique sur les zones d'ombre subsistantes, comme l'« imbroglio » du mouvement des prix au XIXe siècle (J.-C. Toutain, même fascicule de 1997). Mais la recherche quantitative semble surtout appelée à se développer dans de nouvelles directions, de type méso-économique, pouvant servir de point d'appui à des analyses plus détaillées et plus explicatives, comme la véritable somme (3 volumes, constitutifs du cahier AF 17, publiés en 1992-1993) de J.-C. Toutain sur les croissances agricoles régionales et départementales en France aux XIXe et XXe siècles. On évoquera aussi dans le même sens, bien qu'ils n'aient

³ L'ouvrage classique de Maurice Lévy-Leboyer et François Bourguignon *L'économie française au XIXe siècle* (Economica, 1985) ne comporte pas d'évaluation globale du PIB en valeur constante, ni d'indice du volume du PIB.

pas (encore) fait l'objet d'une publication d'ensemble, les multiples éléments réunis par Jean-Claude Toutain sur les dimensions internationales de la croissance française.

Insister sur l'importance des résultats obtenus et sur la cohérence de la démarche ne signifie pas que le « programme » défini en 1961 ait pu être mené à bien dans sa totalité. Le recouplement entre les quatre décompositions fondamentales du PIB (mentionnées ci-dessus), qui devaient s'étayer et se confirmer mutuellement dans le cadre d'une comptabilité nationale rétrospective, reste impossible à effectuer⁴. Jean-Claude Toutain lui-même détache comme la principale lacune le faible avancement en France, par comparaison avec les pays anglo-saxons, des recherches sur l'évolution des revenus. Mais après tout, existe-t-il un seul pays où le programme de l'histoire quantitative, même dans sa dimension purement macro-économique, puisse être considéré comme achevé ? Même dans sa terre d'origine, les Etats-Unis, comme le relevait Angus Maddison (1995), on note un retard paradoxal en ce qui concerne la reconstitution du PIB par activité d'origine⁵, qui constitue au contraire le point fort des recherches françaises.

Reconnaissance internationale

Les premières publications de l'équipe française d'histoire quantitative, chacun s'en souvient, ont donné lieu à un feu roulant de critiques⁶ de la part des historiens français.

Ces critiques, apparemment, n'ont pas impressionné outre mesure les spécialistes étrangers.

Le chercheur qui consulte les statistiques historiques européennes présentées par B. R. Mitchell (1992)⁷ trouve la France en bonne place, dans la mesure où les séries qui la concernent remontent plus loin dans le temps que pour la quasi-totalité des autres pays. Le point de départ se situe en effet en 1815 pour l'indice de la production industrielle emprunté à

⁴ On en trouve cependant les prémices dans les annexes du livre de M. Lévy-Leboyer et F. Bourguignon (mentionné à la note précédente) pour le XIXe siècle, et dans les travaux de Pierre Villa pour la première moitié du XXe siècle. L'écart entre les évaluations du PIB de 1938 à partir respectivement de la somme des valeurs ajoutées, de la somme des composantes de la demande finale et de la somme des revenus, qui seraient théoriquement censées converger, témoigne bien de la marge d'incertitude qui subsiste à la veille de l'avènement des comptabilités nationales.

⁵ « Les Etats-Unis sont un des rares pays pour lesquels l'établissement des comptes historiques par activité d'origine a été négligé, alors que les sources statistiques de telles estimations sont plus fiables qu'ailleurs » (A. Maddison, *L'économie mondiale, 1820-1992. Analyse statistique*, OCDE, 1995).

⁶ C'est l'expression que retient, avec trois décennies de recul, Gérard Béaur (« L'histoire rurale à l'époque moderne ou les désarrois du quantitativisme », *Histoire et sociétés rurales*, n°1, 1^{er} sem. 1994). Il ne cite cependant nommément qu'un seul auteur, Emmanuel Le Roy Ladurie, et une seule critique, le manque de données fiables (« À base statistique précaire, résultats incertains »).

⁷ *International Historical Statistics. Europe 1750-1988*, 3rd ed., Stockton Press, 1992.

François Crouzet⁸ (seul l'indice de la production industrielle britannique a un point de départ plus précoce) comme pour la série du PIB à prix constants qui est celle de J.-C. Toutain⁹ (la France « devance » cette fois tous les autres pays, puisque la série du PIB du Danemark commence en 1818, celle du PIB du Royaume Uni en 1830, celle du Produit National Net allemand en 1850). En ce qui concerne la mesure de la croissance industrielle, le problème serait plutôt dans le cas de la France celui d'une « surabondance de biens » : car B. R. Mitchell reproduit également (en note) l'indice de T. Markovitch, comme s'il laissait au lecteur la responsabilité de choisir l'un ou l'autre des indices « concurrents ».

La France fait également bonne figure¹⁰, selon le même critère de démarrage précoce des séries, dans les multiples travaux de statistiques comparatives publiés par Angus Maddison depuis une trentaine d'années. L'annexe relative aux sources des indices nationaux du PIB réel, qui figure dans un de ses ouvrages récents¹¹, entre – pour une fois – dans certaines précisions quant au choix des séries. La notice de présentation qu'A. Maddison consacre aux méthodes des historiens et économistes historiens français est l'une des plus développées (hormis le rappel des travaux pionniers de Simon Kuznets et de ses successeurs aux Etats-Unis), et comporte même des jugements de valeur explicites : « Les études de Jean-Claude Toutain et de Maurice Lévy-Leboyer sont plus transparentes à bien des égards que celles relatives à certains autres pays. Les travaux de Toutain se fondent sur des recherches nettement plus importantes et mieux documentées et tentent plus sérieusement de couvrir le secteur des services ». Il fait état des critiques de méthode adressées par M. Lévy-Leboyer à J.-C. Toutain dans *L'économie française au XIXe siècle* (1985), et exprime le regret de ne pas disposer d'une critique symétrique des estimations de M. Lévy-Leboyer par J.-C. Toutain (cette critique était en fait en cours de publication par la *Revue économique* : elle paraîtra quelques mois plus tard¹²). A. Maddison va plus loin en amorçant lui-même une comparaison des résultats – en valeur courante et en volume – obtenus pour le XIXe siècle, en relevant

⁸ « Un indice de la production industrielle française au XIXe siècle », *Annales ESC*, 1970.

⁹ « Le produit intérieur brut de la France de 1789 à 1982 », AF 15, *Économies et sociétés*, 1987.

¹⁰ Ceci mérite d'autant plus d'être souligné – hors de toute autosatisfaction mal venue – que la place de la recherche française (et des publications en langue française) tend à décliner pour l'ensemble de l'histoire économique, et plus particulièrement en ce qui concerne les travaux quantitatifs relatifs à la croissance économique. Ce recul était déjà perceptible il y a une vingtaine d'années (cf. P. Bairoch et B. Etemad, « La littérature périodique d'histoire économique contemporaine », *Annales ESC*, mars-avril 1987, et le C.R. par G. Béaur de l'ouvrage de J.-Y. Grenier *Séries économiques françaises* (1985) dans les *Annales ESC*, sept.-oct. 1989).

¹¹ *L'économie mondiale, 1820-1992. Analyse et statistiques*, OCDE, 1995. Les mêmes choix sont repris, avec des indications plus brèves et en y incorporant les corrections effectuées par J.-C. Toutain (1997), dans *L'économie mondiale. Statistiques historiques*, OCDE, 2003.

¹² Article cité (ci-dessus note 1), *Revue économique*, juill. 1996.

certaines « chassés croisés » inattendus¹³ et en s'attachant à construire sa propre estimation, de caractère mixte ou synthétique : il retient les séries de J.-C. Toutain pour la période 1870-1913, également les séries de J.-C. Toutain pour l'agriculture et les services au cours de la période 1820-1870, mais il écarte pour la croissance industrielle de 1820 à 1870 l'estimation Markovitch-Toutain, jugée « atypique »¹⁴, au profit de celle de M. Lévy-Leboyer (ce qui revient néanmoins à créditer un seul chercheur, J.-C. Toutain pour ainsi dire de cinq sixièmes des séries retenues dans le cas de la France, en contraste marqué avec le *patchwork* de références à différents auteurs selon les périodes pour d'autres pays). Nous aurons plus loin l'occasion de revenir sur certaines bizarreries de l'« estimation hybride » d'Angus Maddison (lui-même la qualifie en ces termes) et sur certaines insuffisances de la comparaison esquissée par lui : mais cette amorce de comparaison a le mérite d'exister et d'introduire tout droit au cœur des vrais problèmes.

Indépendamment des questions de méthode non résolues, le fait est que les travaux de l'équipe de l'ISEA ont presque immédiatement contribué au développement des comparaisons internationales. Ainsi, Patrick O'Brien et Calgar Keyder, dans *Economic Growth in Britain and France, 1780-1914. Two Paths to the Twentieth Century* (1978), bien que « parfaitement au courant des critiques portées contre le travail de Toutain et contre l'*Histoire quantitative de l'économie française* en général »¹⁵, n'hésitent pas à s'appuyer très directement sur leurs résultats pour prolonger à travers le XIXe siècle la très éclairante comparaison franco-anglaise, dans le sillage de l'article pionnier de François Crouzet, *Angleterre et France au XVIIIe siècle : analyse comparée de deux croissances économiques* (1966). Ce passage par l'Angleterre peut être crédité d'effets en retour tout à fait positifs sur l'historiographie française. Il permet par exemple à François Crouzet dans *l'Histoire de la France industrielle* (sous la dir. de M. Lévy-Leboyer, 1996) – en présentant un tableau comparatif de Milward et Saul, qui eux-mêmes retiennent pour la France un rythme de

¹³ Le coefficient global de croissance industrielle réévalué par J.-C. Toutain (1987) se rapproche de la première évaluation de M. Lévy-Leboyer (1968), elle même substantiellement révisée à la baisse par M. Lévy-Leboyer (1978 et 1985).

¹⁴ Cette estimation (Toutain, 1987) comporte effectivement un taux de croissance industrielle bien plus élevé que toutes les autres (hormis Lévy-Leboyer, 1968, et l'une des variantes de Crouzet, 1968) : 2,5 à 2,6 % par an entre 1820 et 1870, comme du reste sur l'ensemble de la période 1820-1913. Ce taux ne paraît cependant pas particulièrement élevé au regard de la croissance industrielle britannique de la première moitié du XIXe siècle (3,7% par de 1815 à 1850), et à plus forte raison en comparaison des pays comme l'Allemagne qui mettent à leur actif un véritable rattrapage industriel dans la seconde moitié du siècle. Mais surtout on peut être surpris par ce recours de la part d'A. Maddison à un argument de « consensus », alors que lui-même n'hésite pas à exprimer à quelques lignes de là son scepticisme sur ce point (M. Lévy-Leboyer, note-t-il, « donne l'impression que ses propres méthodes ont été alignées sur le sens commun de ses prédécesseurs, *sans qu'on sache vraiment pourquoi il devrait en être ainsi* [souligné par nous] »).

¹⁵ Comme le souligne François Crouzet, *De la supériorité de l'Angleterre sur la France* (Perrin 1985), p. 53.

croissance industrielle conforme aux résultats de Markovitch-Toutain – de parvenir à une conclusion ferme pour la première moitié du XIX^e siècle : même sur la base de l'estimation la plus élevée pour la France (2,5 % par an de 1815 à 1850, contre 3,7% pour la Grande Bretagne), l'écart de produit industriel global entre les deux pays continue à se creuser jusqu'en 1850¹⁶.

Une confirmation inattendue ?

Les travaux de l'équipe d'histoire quantitative portent sur deux périodes historiques bien distinctes du point de vue des sources et méthodes. La première, qui correspond au XVIII^e siècle, se caractérise par une pénurie de statistiques, qui conduit les chercheurs de l'ISEA à s'en remettre aux évaluations des contemporains (dont il serait absurde de croire qu'ils ignorent les déficiences ou sous-estiment les biais), sous peine de devoir renoncer à toute tentative d'estimation globale. La seconde période, correspondant au XIX^e et au XX^e siècles, appartient déjà au contraire à l'ère statistique : l'abondance des données n'est pas nécessairement synonyme de moindres problèmes, mais la nature des difficultés auxquelles est confrontée la recherche change radicalement. Ces deux périodes tiennent de toute évidence une place dissymétrique dans les activités des historiens quantitativistes. Le XVIII^e siècle est certes très présent dans les premières publications de l'ISEA pour diverses raisons, en partie accidentelles, en partie imputables aussi à la volonté initiale de suivre un programme respectant l'ordre chronologique. Ce sont ces premiers résultats portant sur le XVIII^e siècle, *aux frontières des possibilités de l'histoire économique quantitative*, qui ont été jugés fragiles, téméraires, provocants. Encore faut-il observer que la « provocation » (?) restait considérablement en deçà des travaux récents d'Angus Maddison présentant une mesure (en dollars internationaux Geary-Khamis de 1990) du PIB *per capita* de la Chine en l'an 1 de l'ère chrétienne.... Quoi qu'il en soit, si les résultats relatifs au XIX^e et au XX^e siècle donnent eux aussi matière à débat, si les facteurs d'incertitude n'ont pas disparu, il est clair que leur nature et leur ordre de grandeur ne sont plus du tout les mêmes que pour le XVIII^e siècle, et tout « amalgame » serait trompeur. Fussent-elles pleinement justifiées pour le XVIII^e siècle, les critiques les plus graves formulées envers l'histoire quantitative n'affectent pas son apport essentiel, qui concerne le XIX^e siècle. Et pourtant, comment supposer que les références souvent allusives et très globales à une « critique dévastatrice » n'ont pas contribué à susciter la confusion, au moins dans l'esprit des lecteurs non spécialistes ?

¹⁶ On formulera cependant deux regrets : que les enjeux du débat sur les chiffres (et les positions en présence) n'aient pas été davantage explicités, et que cette comparaison cruciale n'ait pas été étendue par les co-auteurs de *l'Histoire de la France industrielle* à la période 1850-1913.

Ces rappels ne sont pas superflus si l'on se propose une relecture de l'article le plus souvent invoqué contre Jean-Claude Toutain, celui d'Emmanuel Le Roy Ladurie, « Les comptes fantastiques de Gregory King » (*Annales ESC*, 1968). Faut-il parler à son sujet, comme François Crouzet, d'un article « dont le titre fait preuve de charité et de courtoisie à l'égard des vivants plutôt que des morts »¹⁷, ce qui revient – en clair – à accuser Le Roy Ladurie d'indulgence excessive pour le travail de Toutain¹⁸ ! Le fait est que la critique de Le Roy Ladurie aboutit à qualifier les résultats de Toutain de « colosse aux pieds d'argile » posé sur « des bases d'une fragilité exemplaire » ; cette critique cependant – on ne saurait le contester, et c'est assez rare pour être souligné – repose sur une lecture minutieuse et de King et de Toutain, et l'argument central est que Toutain surestime la croissance agricole française du XVIIIe siècle, parce qu'il est tributaire d'une estimation trop faible du niveau de production initial par King. Deux points essentiels me semblent ne pas avoir reçu l'attention qu'ils méritent. Tout d'abord, cette observation placée en note finale : « C'est précisément pour le XIXe siècle, et à la rigueur pour la fin du XVIIIe siècle, où les travaux de M. Toutain s'appuient sur des statistiques véritables, qu'ils deviennent précieux et valables pour les historiens ». On ne saurait imaginer plus bel hommage, ni plus justifié, puisque les travaux ultérieurs de Jean-Claude Toutain ont porté dans leur grande majorité sur le XIXe et le XXe siècles. L'autre point saillant, c'est la faiblesse de la contestation des résultats quantifiés de J.-C. Toutain (une croissance de 60% du produit agricole français en huit décennies, de 1701-1710 à 1781-1790, soit un taux de croissance annuel d'un peu moins de 0,6%), puisque Le Roy Ladurie, tout en identifiant un biais dans le sens de la surestimation, juge les résultats [pour le XVIIIe siècle] « intéressants », « pas absolument invraisemblables », il se contente de leur opposer en termes vagues et impressionnistes l'estimation – « sur une base bien plus raisonnable » (?) – par Dean et Cole d'une croissance agricole anglaise de 35% pour la même période. Une formule sibylline semble d'ailleurs jeter le doute sur l'existence d'une véritable croissance agricole en France avant 1789 : « On ne peut donc faire grief à la Révolution française d'avoir cassé, dans l'agriculture, la croissance longue du XVIIIe siècle ». Mais l'auteur n'avance aucune estimation alternative à celle de J.-C. Toutain, même à titre d'hypothèse et sous forme d'ordre de grandeur.

Cette lacune sera comblée un peu plus tard suite à l'achèvement de la grande enquête sur les dîmes. Les auteurs, E. Le Roy Ladurie et J. Goy, concluent à une croissance agricole

¹⁷ *De la supériorité de l'Angleterre sur la France, op. cit.* (1985), p. 55.

¹⁸ « C'est Toutain qui s'est livré à des « comptes fantastiques », et le bon Gregory King avait fait de son mieux avec les moyens du bord et du temps » (*ibidem*).

comprise, pour la période envisagée, entre + 25% et + 40 %¹⁹. La signification de ce résultat apparaît bien plus clairement si l'on raisonne en termes de produit agricole par tête : avec une croissance de la population de l'ordre de 30%, l'évolution du XVIIIe siècle jusqu'à la Révolution se trouve comprise entre une légère baisse du produit par tête si on opte pour la borne inférieure et une légère progression si on retient la borne supérieure. Mais cette croissance de l'ordre de 40% n'est déjà plus tout à fait une limite supérieure quelques années plus tard aux yeux d'Emmanuel Le Roy Ladurie, qui écrit : « La croissance indéniable du produit agricole français a dû avoisiner, entre 1715 et 1789, +40% [soit un taux annuel de 0,45%] mais guère davantage ». Enfin, plus récemment, dans un travail exceptionnel d'histoire macro-économique combinant les hypothèses les plus plausibles des historiens et l'application des principes de cohérence (inspirés de la comptabilité nationale) définis par Jean Marczewski une quarantaine d'années auparavant, Christian Morrisson²⁰ parvient à un ensemble coordonné d'estimations impliquant, toujours pour la même période, un taux de croissance de 0,7% du revenu national et de 0,5% du produit agricole. Et, dans la préface élogieuse qu'il rédige pour cet ouvrage, Emmanuel Le Roy Ladurie souscrit non seulement à la démarche d'ensemble des auteurs (il évoque « les soixante glorieuses de l'économie française (1715-1775) », avec une allusion à « l'hypothétique crise labroussienne, si tant est qu'elle existe »), mais aussi à l'estimation par C. Morrisson de la croissance agricole au XVIIIe siècle ; « l'idée catastrophiste d'une stagnation de la production agricole globale » lui paraît désormais devoir être rejetée sans appel : « À ce sujet, soyons nets ; [la thèse de la stagnation] ne tient absolument pas la route [...]. Il faut donc admettre, avec nos auteurs, une hausse de la production agricole de 0,5, voire 0,6% par an ». Autrement dit, l'écart avec l'estimation initiale de J.-C. Toutain (1961) se trouve quasiment aboli²¹.

On se gardera bien sûr de toute sur-interprétation. La convergence des estimations chiffrées peut toujours en principe résulter d'un simple hasard. Elle n'implique pas que les objections adressées aux données issues de Gregory King ou à leur traitement dans les travaux de l'ISEA aient perdu leur validité. Mais elle signifie bel et bien qu'il était pour le moins prématuré de vilipender le travail d'un chercheur dont les résultats ont aussi remarquablement résisté à l'épreuve du temps.

¹⁹ La borne supérieure correspond à un taux de croissance moyen annuel de 0,45% par an, quasiment identique à celui que retient J.-C. Toutain pour le produit agricole *végétal*.

²⁰ Christian Morrisson, Jean-Noël Barrandon et Cécile Morrisson, *Or du Brésil, monnaie et croissance en France au XVIIIe siècle*, Paris, Éd. du CNRS, 1999. Préface par E. Le Roy Ladurie.

²¹ À noter cependant l'absence de référence explicite aux résultats de J.-C. Toutain dans la préface d'E. Le Roy Ladurie.

La comparaison avec l'accueil – prudent, mais bien moins critique – réservé en Grande Bretagne à l'ouvrage contemporain, également pionnier, de Ph. Deane et W. Cole, *British Economic Growth, 1688-1959* (Cambridge, 1962) nous paraît édifiante à cet égard. En ce qui concerne la mesure de la croissance agricole au XVIII^e siècle, les auteurs ont adopté ce que les économistes appellent une *hypothèse héroïque*, l'hypothèse d'une croissance agricole parallèle à la croissance de la population (à peine corrigée marginalement par la prise en compte des échanges extérieurs) – une hypothèse que l'on pourrait qualifier en l'occurrence d'*hypothèse de détresse*, puisqu'elle n'exprime rien d'autre que l'ignorance totale, reconnue par les auteurs, du sens des variations du produit agricole par tête. L'estimation résultante (une croissance agricole totale de 35% sur la période 1700-1790, soit +0,33% par an) a exercé d'autant plus d'influence que la plupart de ses « utilisateurs », oublieux de la fragilité de l'hypothèse de base, ont eu tendance à l'ériger en référence absolue et à l'intégrer telle quelle dans leurs calculs. Or les travaux ultérieurs de N. Crafts devaient conduire à la fois à une révision très sensible – vers le haut – de l'estimation de la croissance agricole séculaire (+71% de 1700 à 1800, soit +0,54% par an, un rythme d'ailleurs proche de celui de la croissance agricole française jusqu'en 1789), mais surtout à la mise en évidence de mouvements à long terme très contrastés du produit agricole par tête (à la hausse jusque vers 1760, puis à la baisse)²². Plus grave encore que cette divergence quantitative : la démarche initiale, en postulant une constance du produit agricole par tête, éliminait d'emblée – jetant le bébé avec l'eau du bain – une variable cruciale pour la compréhension du mouvement économique d'ensemble (si du moins on admet que *la conjonction jusqu'aux années 1760 entre un revenu réel par tête croissant, une consommation alimentaire également croissante, mais à un moindre rythme, et leur corollaire, la diversification de la demande de biens manufacturés et sa croissance plus que proportionnelle*, ont joué un rôle déterminant aux origines de la révolution industrielle). L'approche des chercheurs de l'ISEA, écartant un tel postulat arbitraire au départ, pouvait au contraire ouvrir la voie à une analyse des

²² N. F. R. Crafts, « Industrial Revolution », in R. Floud, D. Mc Closkey eds, *The Economic History of Britain since 1700*, 3 vol., 2^e édition, Cambridge, 1994. Une confrontation précise avec les estimations de Deane et Cole est difficile, ne serait-ce qu'en raison d'un découpage chronologique différent. On peut cependant résumer comme suit le mouvement de la croissance agricole britannique au XVIII^e siècle selon N. Crafts.

<i>Taux de croissance moyen annuel (en %)</i>	1700-1760	1760-1780	1780-1800
Produit agricole total	0,6	0,1	0,8
Produit agricole par habitant	0,25	- 0,65	- 0,25

enchaînements décisifs²³, à condition sans doute d'être spécifiée par périodes et prolongée au niveau des évolutions régionales.

Mais nous quitterons maintenant le terrain mouvant du XVIIIe siècle, aux marges du domaine de l'histoire quantitative, pour aborder la question centrale : les divergences relatives au XIXe siècle.

Le vif du sujet : les divergences non élucidées, leur signification, leur portée

Position du problème

Les premiers travaux des économistes-historiens de l'ISEA ont donné lieu à partir des années 1960 à d'importantes répliques de la part des historiens-économistes, avec les indices de la production industrielle française au XIXe siècle élaborés par Maurice Lévy-Leboyer et par François Crouzet, puis la reconstitution complète du PIB français en valeur courante de 1820 à 1913 (M. Lévy-Leboyer et F. Bourguignon, *L'économie française au XIXe siècle*, Economica, 1985). Les possibilités de confrontation qui en résultent doivent être considérées comme une chance pour l'histoire quantitative de l'économie française. Non que les concordances²⁴ puissent s'interpréter comme une preuve évidente de la véracité des chiffres, si elles résultent du choix de sources et de méthodes communes, voire d'emprunts²⁵. Mais, en l'occurrence, ce sont les divergences qui retiendront toute notre attention. Elles sont multiples et sans aucun doute significatives. Comme tout « fait polémique », elles sont susceptibles de faire progresser l'analyse – à condition d'être repérées, affrontées, élucidées, ou du moins à condition que l'on parvienne, faute de pouvoir les aplanir, à en identifier clairement l'origine.

Mais d'abord, quelle portée doit-on leur attribuer ?

La première observation à cet égard est que ces « discordances » ne sont nullement le propre de l'histoire quantitative de l'économie française au XIXe siècle. Pour l'économie allemande de 1820 à 1870, par exemple, A. Maddison (1995) retient deux estimations fortement divergentes, qu'il fait figurer côte à côte. Plus près de nous, l'évaluation du PIB de la France en 1938 – à la veille pour ainsi dire de la mise en place des comptabilités nationales – reste affectée d'une incertitude presque aussi forte que pour le XIXe siècle²⁶. Aujourd'hui

²³ Il existe, à notre connaissance, peu de tentatives dans ce sens, hormis l'ouvrage cité de C. Morrisson et al. (1999).

²⁴ « C'est en fait la convergence des chiffres qui donnait leur validité aux grandeurs retenues », M. Lévy-Leboyer, *ibidem* (à propos des évaluations anciennes du Produit national français avant 1914).

²⁵ Cf. J.-C. Toutain, *art. cité* (1996).

²⁶ Pierre Villa (*Un siècle de données macro-économiques*, INSEE, Économie générale, n° 86-87, 1994) obtient des valeurs très inférieures aux évaluations anciennes de L.A. Vincent (452 milliards de francs) ou de R. Froment (445 milliards) pour le PIB de 1938 calculé à partir des revenus (397 milliards) et à partir de la somme des demandes finales (389 milliards).

même (octobre 2006), le PIB de la Grèce fait l'objet d'une brusque réévaluation destinée à prendre en compte l'économie parallèle, comme cela avait déjà été le cas à plusieurs reprises pour l'Italie, ce qui relativise par avance la place attribuée à ces deux pays dans les comparaisons internationales de revenu par tête. Au-delà des divergences ponctuelles portant sur tel ou tel pays, j'ai eu l'occasion il y a dix ans d'insister sur deux anomalies majeures des séries historiques, mettant en cause l'interprétation des lignes de force de l'évolution économique mondiale depuis 1945 :

- En ce qui concerne les ex-économies de type soviétique, la plupart des estimations révisées visant à corriger les exagérations des statistiques officielles continuent néanmoins à créditer les « pays de l'Est » de performances économiques très honorables en comparaison de la croissance occidentale au moins jusqu'aux années 1970, ce qui revient à ne dater l'amorce de la stagnation que du tournant des années 1980 (et le recul absolu seulement des lendemains de la chute du communisme), en contradiction flagrante avec les signes patents d'échec reconnus par tous les spécialistes dès les années 1960.
- Les séries élaborées respectivement par Paul Bairoch et par Angus Maddison comportent des divergences très significatives sur la croissance à long terme de bon nombre de pays, et surtout, elles présentent une image radicalement différente de l'évolution des inégalités Nord-Sud à travers la seconde moitié du XXe siècle : alors que, selon Paul Bairoch, les écarts de revenu moyen par tête ne cessent de se creuser à l'avantage des pays industriels occidentaux, un retournement de tendance intervient à partir de 1973, selon Angus Maddison, en faveur des pays moins développés.

Ces contradictions statistiques majeures n'ont donné lieu, à notre connaissance, à aucune tentative d'élucidation, ou du moins à aucune confrontation détaillée et systématique du mode d'établissement des séries²⁷.

Les divergences sont donc la règle plutôt que l'exception, et l'on ne peut que souscrire au jugement de M. Lévy-Leboyer : « C'est un fait bien connu que les séries rétrospectives du produit national ne concordent pas »²⁸. Divergences inévitables ? Leur origine peut découler de la nature même des données historiques (« L'historien travaille sur des données imparfaites, lacunaires, imprécises, biaisées, inadaptées à leur emploi. Il doit en prendre

²⁷ Quelques éléments figurent dans notre texte : « L'inégalité mondiale des niveaux de développement a-t-elle continué à croître depuis 1950 ? », *Économies et sociétés*, n° 12, 1995.

²⁸ *Op. cit.* (1985), p. 253.

acte... », rappelle Gérard Béaur²⁹) comme aussi des propensions invétérées des chercheurs (« Le fait que chaque chercheur fasse choix d'une classification spécifique entrav[e] toute démarche comparative »³⁰). Divergences en tout cas que l'on ne saurait feindre d'ignorer et qu'il faut prendre en compte, mais comment ? Une première implication semble s'imposer : éviter de présenter des résultats d'une précision apparente manifestement abusive (chiffrer le PIB de la France en 1938 à 397 786 millions de francs revient à conférer implicitement à l'évaluation une précision de l'ordre de 0,001% : une précision totalement irréaliste) permettrait de mieux faire ressortir les ordres de grandeur et d'alléger parfois de moitié ou plus les tableaux de chiffres, sans aucun dommage pour la précision effective de l'analyse³¹. Mais cette règle de bon sens est rarement respectée³². Quant au fond, la réaction type de l'historien « utilisateur » des résultats de l'histoire quantitative, confronté à des divergences parfois considérables³³ qu'il ne se juge pas en mesure d'arbitrer, consistera à reproduire les évaluations concurrentes, le plus souvent en les juxtaposant sans commentaire. À chacun alors de décider si l'on doit désormais attendre d'investigations économétriques détaillées la lumière qui ne peut venir des approches globales, ou plus simplement s'il faut renoncer à l'histoire quantitative. Un rejet explicite et motivé serait en tout cas préférable à ce qu'on peut qualifier de « dénégations inavouées »³⁴. Une autre réaction possible (opposée) consiste à tenter d'arrondir les angles, quitte à écarter les évaluations fortement divergentes, pour suggérer qu'il existe malgré tout une relative concordance et justifier des conclusions floues :

²⁹ « L'histoire de l'économie rurale à l'époque moderne ou les désarrois du quantitativisme », *Histoire et sociétés rurales*, n°1, 1^{er} sem. 1994.

³⁰ G. Béaur, *ibidem* (à propos des études de mobilité sociale).

³¹ L'argument relatif aux erreurs d'arrondis est faible : il peut justifier la conservation d'un, à la rigueur deux chiffres incertains, mais pas plus.

³² Paul Bairoch cependant faisait suivre presque systématiquement ses tableaux statistiques d'une mise en garde, rappelant au lecteur que la précision apparente des chiffres *ne devait pas* être interprétée comme une indication de la marge d'incertitude.

³³ Cf. *l'Histoire de la France industrielle* (1996). Patrick Verley (« Dynamique des marchés et croissance industrielle ») signale l'existence d'un écart de 40% entre la valeur du produit industriel selon M. Lévy-Leboyer et selon T. Markovitch jusque vers 1880, avec ensuite une relative convergence (mais quid des rythmes de croissance en volume ?). Pierre Cayez (« Le nouveau tissu industriel ») consacre à la mesure de la croissance une brève section (« Quelle croissance ? », 1 page placée en incise) : « La croissance industrielle globale du XIXe siècle (1815-1913) serait donc de 1,9% par an pour M. Lévy-Leboyer, pour F. Crouzet de 1,61% si l'on intègre toutes les activités industrielles ou de 2,97% si l'on ne considère que les industries modernes et dynamiques (indice b) ». Le lecteur ne se rendra pas forcément compte que cet écart de 1,36% des taux de croissance, cumulé sur près d'un siècle, a pour résultante un écart final en volume *de 1 à 3,6* entre les deux indices au terme de la période ; mais, à défaut de bien comprendre les enjeux, il se demandera peut-être pourquoi on n'a pas calculé un troisième indice encore plus élevé en sélectionnant les industries encore plus modernes et encore plus dynamiques ; ou, plus probablement, il estimera qu'il est grand temps de passer à quelque chose de moins rebutant et de plus sérieux que les calculs de taux de croissance.

³⁴ J'emprunte cette expression (mais l'expression seulement) à Gérard Béaur, *art. cité*. Exemples de dénégations inavouées : reléguer les approches macro-économiques (« pour mémoire ») dans un chapitre liminaire de manuel qui n'aura aucune influence sur la suite des analyses ; omettre de citer le résultat des travaux issus de l'ISEA, ou ne citer que d'anciennes contributions de J. Marczewski sur des points qui ont fait depuis trente ans l'objet de recherches approfondies de la part de J.-C. Toutain....

une réaction tout aussi défavorable en réalité aux approches quantitatives macro-économiques, vouées à apporter – au mieux – une vague confirmation (dont les meilleures analyses qualitatives peuvent fort bien se passer) à des thèses très générales.

Avant d'aller plus loin, il convient maintenant de préciser à quelles conditions on pourrait juger au contraire que l'histoire quantitative (macro-économique) remplit bien sa tâche. Je crois que l'on peut en détacher trois principales :

- Permettre des *comparaisons internationales* sans ambiguïté, parce que ces comparaisons commandent le diagnostic que l'on doit porter sur les « performances » économiques, tant du point de vue du niveau de vie de la population (critère du revenu par tête) que de la puissance économique (critère du produit national). Une fois ce diagnostic objectivement établi, il sera toujours temps d'avancer des explications d'ordre général (et souvent plus ou moins tautologiques, comme l'explication d'un recul de long terme par une carence entrepreneuriale), puis de leur opposer à loisir de pénétrantes « réhabilitations » fondées sur des monographies d'entreprises qui réussissent.... Le garde-fou des critères quantitatifs aura du moins servi à limiter au départ les divagations des interprétations subjectives.
- Dégager une *périodisation* ferme, capable d'identifier clairement les phases de plus grand dynamisme et les phases de fléchissement, parce que c'est là un préalable pour le passage à des analyses plus explicatives, fondées sur les interactions dominantes propres à chacune des phases. On voit mal aussi comment on pourrait prétendre expliquer les retournements de long terme si on n'est pas d'abord en mesure de les situer précisément dans le temps, ou comment on pourrait progresser dans la compréhension des mécanismes de crise si (par la faute de données floues *ou contradictoires*) on n'a pas d'abord réussi à identifier avec certitude quelles sont les années de croissance et quelles sont les années de recul.
- Caractériser les *évolutions structurelles* (conditions de l'ouverture internationale, mouvement des prix relatifs, inégal développement des branches, mesure des croissances régionales), car c'est dans ce cadre que doit s'opérer la « jonction » des approches macro- et micro- économiques : une convergence facile à préconiser, mais difficile à pratiquer. Une monographie d'entreprise, pour prendre un seul exemple, aura une signification radicalement différente selon qu'on la présente comme représentative de sa branche, ou au contraire comme une illustration – tels les

Chargeurs réunis dans la France d'avant 1914³⁵ – des possibilités de réussite exceptionnelle au sein d'un contexte sectoriel défavorable.

Au regard de ces exigences, on ne saurait prétendre que les efforts des historiens quantitativistes soient réellement parvenus à faire progresser la compréhension de l'histoire économique de la France. Les tentatives de périodisation³⁶ notamment restent, pour la France du XIXe siècle, désespérément fragiles et floues. Des bases quantitatives existent, mais, selon l'image nordique proposée par L. Zimmerman³⁷, « la glace est-elle assez solide pour qu'on se risque à patiner ? ». L'histoire quantitative a échoué, selon J.-C. Perrot³⁸, puisqu'on reste incapable de répondre aux questions les plus simples. Les contradictions persistantes, les discordances inexplicables constituent un véritable révélateur d'échec, et c'est pourquoi nous allons tenter d'en prendre la mesure. Sans oublier toutefois que l'« échec » réside non dans les divergences elles-mêmes, mais dans la renonciation à les élucider.

La croissance économique française au XIXe siècle : tour d'horizon des divergences

On a déjà mentionné dans la section précédente l'une des rares comparaisons disponibles à propos de l'histoire quantitative de l'économie française, celle d'A. Maddison (1995). Elle porte notamment sur le mouvement séculaire du PIB français en volume, qui constitue le résultat central de Toutain (1987), qui paradoxalement ne figure pas dans Lévy-Leboyer et Bourguignon (1985), mais que Maddison reconstitue lui-même à partir des

³⁵ Michael S. Smith, « Unlikely success : *Chargeurs réunis* and the marine transport business in France, 1872-1914 », *Histoire et entreprises*, n° 6, 1994 (L'entreprise de la Belle Époque).

³⁶ « La France ne modifia que peu à peu ses bases économiques et sociales. [...] Ce rythme lent s'organise d'une façon assez régulière, très différente de l'évolution du siècle suivant, marquée d'accélération et de ralentissements. L'industrialisation du XIXe siècle esquissa les deux versants, ascendant et descendant : selon, F. Crouzet, 4,33% de 1819 à 1857 et 2,23% de 1858 à 1906. La phase de croissance la plus soutenue se situa donc au milieu du siècle, pendant la seconde moitié de la monarchie de Juillet et la première moitié du second Empire, et se poursuivit jusqu'aux premières années de la troisième République [souligné par nous]. L'accélération de la croissance dans les industries les plus dynamiques fut à peu près continue depuis le début du siècle jusqu'à la décennie 1855-1865 [...] mais le ralentissement s'esquissa dès les années 1860, puis s'aggrava après 1867 et, surtout, après 1882 » (P. Cayez, *loc. cit.*). Les séries « confortent l'idée que le pays a traversé une crise industrielle majeure au milieu du siècle et que sa modernisation a été retardée » (M. Lévy-Leboyer, *op. cit.*, 1985). « Un fléchissement du rythme de la croissance économique s'amorça à partir de 1857-1858. Il s'amplifia pendant la Grande Dépression de 1883 à 1905 » ; cependant, les travaux de démographie des entreprises suggèrent de « placer l'achèvement de la grande dépression dès la fin des années 1880 » (D. Barjot, « L'histoire économique de la France aux XIXe et XXe siècles », *Historiens et géographes*, mai 2002, « Où va l'histoire économique ? »).

³⁷ « The distribution of world income, 1860-1960 », in E. de Vries ed., *Essays on Unbalanced Growth*, La Haye, Mouton, 1962.

³⁸ Cité par G. Béaur, *art. cité* (1994). Il est cependant troublant de voir mentionnée comme « question simple » à laquelle l'histoire quantitative ne parvient pas à répondre : quelle est le volume de la production [agricole] au XVIIIe siècle ? On voit mal quelle réponse pourrait être donnée à une question ainsi formulée. L'« échec » de l'histoire quantitative, ne serait-ce pas plutôt son incapacité à faire accepter par les historiens une problématique clairement centrée sur le concept de *croissance du produit agricole par tête* ?

indications partielles contenues dans les annexes (il aurait été intéressant d'ailleurs de poser la question de savoir pourquoi les auteurs n'ont pas jugé bon de faire figurer explicitement cet indice de volume). Le résultat de cet exercice comparatif paraît globalement tout à fait rassurant à première vue ; Maddison insiste sur la quasi-identité des rythmes de croissance pour la période 1870-1913, et, pour construire son « estimation hybride », se contente de substituer à l'estimation Toutain de la croissance industrielle pour 1820-1870, jugée excessive, celle de Lévy-Leboyer, qu'il trouve raisonnable.

Estimations comparées de la croissance réelle du PIB selon Toutain et Lévy-Leboyer

	Indice (base 100 en 1913) du PIB de la France			Taux de croissance moyen annuel	
	1820	1870	1913	1820-1870	1870-1913
Toutain	22,0	52,1	100	1,74%	1,53%
Lévy-L	25,1	51,4	100	1,44%*	1,56%*

Source : A. Maddison, *L'économie mondiale, 1820-1992*, OCDE, 1995.

Les taux de croissance moyens annuels ont été calculés par nous. Leur explicitation aurait pu attirer l'attention de Maddison sur l'anomalie apparente d'une *accélération de la croissance française après 1870* selon l'indice Lévy-Leboyer, ce qui serait en contradiction avec l'insistance de l'auteur sur la *décélération de l'économie française dans la seconde moitié du XIXe siècle*. Sur le choix regrettable de 1870 comme charnière, cf. le texte.

Mais la proximité rassurante que semble suggérer ce tableau est largement illusoire. Elle recouvre des divergences énormes sur la contribution des différents secteurs à la croissance globale, et notamment sur la croissance de l'indice de la production industrielle, qui aurait *décuplé entre 1820 et 1913 selon J.-C. Toutain (1987), et seulement quintuplé selon M. Lévy-Leboyer (1985)*. Quant au choix de l'année 1870 comme articulation chronologique entre les deux sous-périodes, on pourrait difficilement en imaginer de plus malencontreux dans le cas de la France : prendre comme référence l'économie française de 1870, livrée à la guerre et à l'invasion, apparaît comme une forme extrême de méconnaissance (involontaire, bien entendu) de ces « variables historiques » auxquelles Jean Marzewski entendait au contraire laisser toute leur place. La croissance de la première sous-période (1820-1870) s'en trouve artificiellement minorée, celle de la seconde sous-période (1870-1913) artificiellement majorée – *ce qui tend à occulter l'un des (rares) véritables points d'accord* entre tous les historiens de l'économie française : le ralentissement de la croissance après 1870³⁹. Ce biais

³⁹ Évolution comparée de la croissance industrielle française selon diverses estimations (1820-1913)

	Indice du produit industriel, en volume (1913=100)			Taux de croissance moyen annuel (en %)	
	1820-1824	1865-1869	1909-1913	1820-24 à 1865-69	1865-69 à 1909-13
Toutain	16,5	50,4	107,8	2,5	1,7
Lévy-L.	22,4	52,6	104,4	1,9	1,6
Maddison*	14,9**	35,0**	100**	1,7***	2,5***

* « Estimation hybride » de Maddison.

** Respectivement 1820, 1870, 1913 (au lieu des moyennes quinquennales).

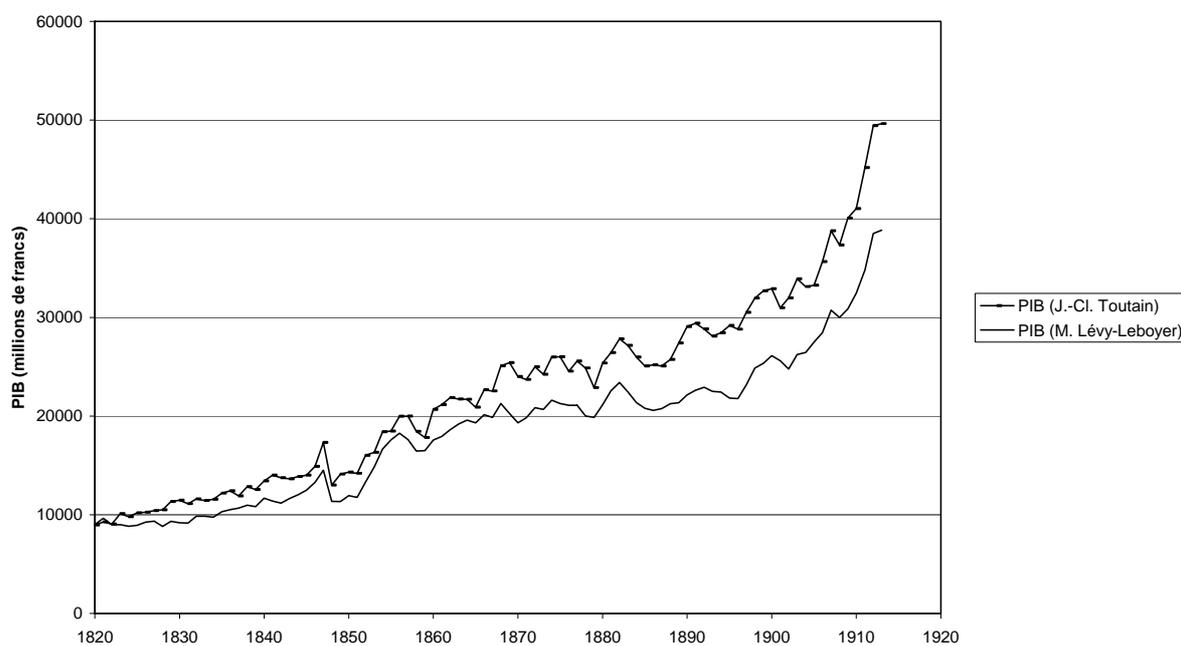
se trouve encore accentué par le mode de construction de la série « hybride » de Maddison, qui écarte l'indice Toutain de la croissance industrielle pour la période 1820-1870 et lui substitue une estimation plus faible de la croissance industrielle.

C'est pourquoi, tout en prenant appui sur les réflexions de Maddison, nous reprendrons ici la question dans son ensemble, en cherchant à effectuer une analyse plus systématique. Nous distinguerons trois grands types de divergences :

- divergences globales sur l'estimation des niveaux absolus (PIB en valeur) et des rythmes de croissance séculaires ;
- divergences sur les points de retournement et sur les variations de la croissance à court, moyen et long terme ;
- divergences sur les évolutions structurelles : répartition sectorielle du PIB, mouvement des prix relatifs.

Notre première comparaison portera sur les estimations du PIB en valeur courante (graphique 1).

Graphique 1. PIB de la France (1820-1913): comparaison entre les séries Lévy-Leboyer et Toutain



Le profil des deux courbes est certes relativement proche⁴⁰. Mais le réconfort que l'on pourrait en tirer est en fait limité : car les deux évaluations, très proches au départ, tendent à

*** Respectivement de 1820 à 1870 et de 1870 à 1913.

⁴⁰ On voit mal d'ailleurs comment il pourrait en être autrement, étant donnée l'influence manifeste du mouvement de longue durée des prix sur ces évaluations en valeur courante.

diverger de plus en plus jusqu'à la veille de la guerre de 1914 – contrairement à ce que l'on aurait pu espérer au fur et à mesure des progrès de l'information statistique. L'écart augmente constamment en valeur absolue (comme le graphique 1 le montre immédiatement), mais aussi – ce qui est encore plus troublant – en valeur relative : l'évaluation de J.-C. Toutain dépasse en moyenne celle de M. Lévy-Leboyer de 4% pour les années 1820-1824, de 15,6% pour 1865-1869, de 28,4% pour 1909-1913.

Ces divergences quant aux évaluations en *valeurs courantes* correspondent-elles à une vision divergente des évolutions *réelles (en volume)* ? Plutôt que de prêter à M. Lévy-Leboyer une estimation du PIB en volume qu'il a choisi de ne pas faire figurer dans *L'économie française au XIXe siècle*, nous limiterons la comparaison à la croissance en volume du produit industriel selon cinq indices distincts, dont la publication s'étage de 1966 à 1997.

Comparaison de différentes estimations de la croissance industrielle (en volume)

	Coefficient de croissance			Taux de croissance moyen annuel (en %)		
	1820-1913	1820-1850	1850-1913	1820-1913	1820-1850	1850-1913
Lévy-L.	5,5	1,9	2,9	1,86	2,19	1,71
Crouzet	4,8	1,6	3,0	1,71	1,62	1,75
Markovitch*	6,1	2,1	3,0	2,05	2,45	1,84
Toutain (87)	10,3	2,1	4,8	2,54	2,56	2,52
Toutain (97)	8,0	2,0	3,9	2,26	2,37	2,20

Source : nos propres calculs à partir des auteurs cités.

*Non strictement comparable. La série Markovitch n'étant pas annualisée, les coefficients de croissance ont été calculés à partir des moyennes décennales 1815-1824, 1845-1854 et de la moyenne 1905-1913. La prise en compte de l'écart entre 1820 et la moyenne 1815-1824 et de l'écart entre 1913 et la moyenne 1905-1913 (écarts estimés d'après J.-C. Toutain, 1997) conduirait à porter le coefficient de croissance sur 1820-1913 à 7,1, et le taux de croissance moyen annuel à 2,13 %.

Les différences de taux de croissance selon les estimations sont en général fort peu « parlantes ». L'histoire quantitative – réduite à un exercice de statistique descriptive – apparaît ici sous son jour le plus aride. Que le taux de croissance atteigne 2,56% ou 1,62% par an, après tout, quelle importance pour l'interprétation historique ? Les comparaisons internationales peuvent néanmoins aider à prendre conscience des véritables enjeux. Replacés dans une perspective comparative, les taux de croissance dont nous venons de faire état appellent trois observations : 1°) Ils sont faibles – même selon l'estimation la plus favorable pour la meilleure période – par rapport à la croissance française du XXe siècle. 2°) La « performance » française du XIXe siècle apparaît nettement inférieure à celle des principaux

pays concurrents⁴¹ : sur l'ensemble du XIXe siècle, l'économie britannique accentue son avance globale sur la France en termes de produit industriel comme de PIB ; sur la période 1850-1913, non seulement la France est surclassée par l'Allemagne, mais l'Espagne elle-même est créditée d'une croissance industrielle plus forte (selon les estimations retenues par B. R. Mitchell, *op. cit.*, 1992). 3°) Cependant, la comparaison franco-britannique, à bien des égards la plus significative, mérite d'être regardée de plus près : on y reviendra dans le prochain paragraphe, pour tenter d'apprécier si les écarts entre les différentes estimations⁴² affectent ou non le sens général des conclusions.

Les divergences, comme c'était prévisible, se multiplient lorsqu'on cherche à cerner davantage le profil d'évolution temporelle. L'identification précise des années de récession est assez loin d'être acquise. Si l'on confronte les variations annuelles des indices Lévy-Leboyer (1985) et Toutain (1997) de la production industrielle, on constate qu'ils varient à contre-sens l'un de l'autre pour treize années (1826, 1827, 1832, 1834, 1837, 1842, 1858, 1877, 1889, 1900, 1901, 1908, 1910), soit une sur sept, au cours de la période envisagée ; et les discordances, loin de se résorber, sont paradoxalement plus nombreuses pour la première décennie du XXe siècle que pour le milieu du XIXe siècle.

La périodisation à moyen terme de la croissance économique française au XIXe siècle soulève des difficultés encore plus sérieuses. L'approche de l'équipe d'histoire quantitative de l'ISEA, centrée au départ sur l'élaboration de moyennes décennales (1815-1824, 1825-1834...), ne facilite pas la mise en évidence des points d'inflexion. Elle fait apparaître une certaine tendance générale à l'accélération de la croissance jusque vers le milieu du siècle, mais surtout, à travers toute la période étudiée, une alternance irrégulière de décennies plus ou moins favorables. Jean-Claude Toutain, dans son article de la *Revue économique*⁴³ (1996), établit un tableau comparatif de la croissance industrielle par décennie, qui fait ressortir trois divergences avec la vision des historiens :

- 1845-1854, marqué par la crise de 1847 et la révolution de 1848, correspond à un minimum du rythme de croissance interdécennale selon Markovitch-Toutain, au lieu d'un maximum selon François Crouzet.

⁴¹ On ne saurait donc rejeter *a priori* pour excès d'optimisme flagrant même les estimations les plus favorables.

⁴² Le tableau ci-dessus met aussi en évidence un écart plus surprenant entre l'estimation de la croissance industrielle par T. Markovitch et les estimations ultérieures de J.-C. Toutain, pourtant fondées sur les travaux de T. Markovitch. L'estimation de T. Markovitch, déjà plus élevée que celles de M. Lévy-Leboyer et de F. Crouzet, se trouve encore relevée par les ajustements ultérieurs de J.-C. Toutain (1987), et ce relèvement ne s'explique qu'en partie par la révision de l'indice du bâtiment. L'estimation publiée en 1997 marque cependant un certain retour en arrière par rapport à 1987.

⁴³ *Article cité*, ci-dessus note 1.

- 1855-1864 correspond à une décélération déjà amorcée selon F. Crouzet, et au contraire à un vif rebond de croissance selon Markovitch-Toutain.
- 1905-1913 se caractérise par une ré-accélération de la croissance, qui ramène au voisinage des rythmes séculaires les plus élevés selon F. Crouzet et M. Lévy-Leboyer, et au contraire par une décélération (Toutain, 1987) ou au mieux une stabilité (Toutain, 1997) du régime de croissance, dont le rythme demeurerait nettement inférieur à la moyenne de la période 1815-1864.

Le seul véritable point d'accord, ou presque, porterait sur le creux profond de la fin des années 1880. Mais, tandis que François Crouzet présente comme une anomalie majeure cette « décélération prolongée de la croissance économique française, qui commença dans les années 1860 et devint patente dans les années 1880 », Jean-Claude Toutain n'hésite pas à exprimer son scepticisme à l'égard de la phase « qualifiée de grande dépression [française] dans l'imaginaire collectif des historiens ». Le désaccord se cristallise plus précisément sur la crise de 1857 que nombre d'historiens, à la suite de F. Crouzet, considèrent comme le point de départ du ralentissement de longue période⁴⁴, ce qui leur vaut de la part de J.-C. Toutain le reproche de « transformer en récession les bonnes années de la fin du Second Empire ».

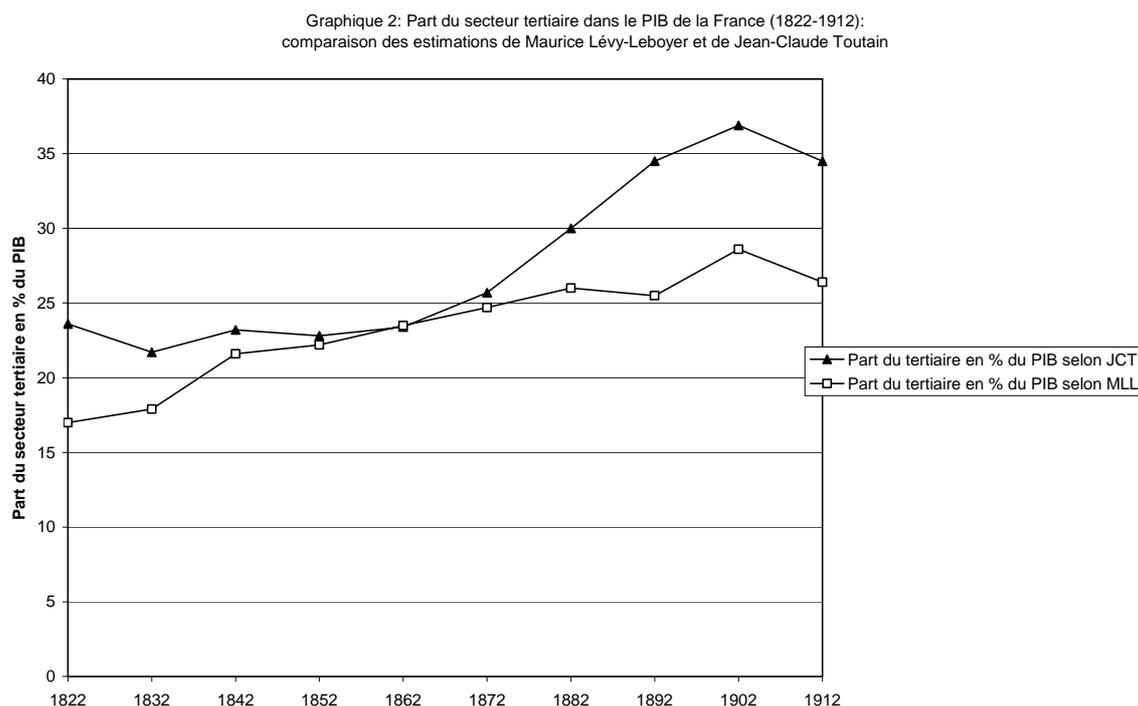
Ces divergences quant à la périodisation des rythmes de croissance vont de pair avec une caractérisation très différente des évolutions structurelles. Maurice Lévy-Leboyer, dans *L'économie française au XIXe siècle*, insiste sur la permanence des structures traditionnelles pendant la plus grande partie du siècle. C'est même la principale différence qu'il met en exergue entre les résultats de la recherche menée par François Bourguignon et lui-même et les « séries anciennes » (périmées ?), notamment de l'ISEA, qui donnaient à tort selon lui l'impression d'une industrialisation déjà très avancée en 1860 et achevée entre 1860 et 1880. L'économie française, selon M. Lévy-Leboyer, se caractérise surtout par le haut niveau des revenus agricoles jusqu'au début des années 1860. Ensuite, ce sont les services qui auraient accédé à un rôle moteur au cours de la période 1860-1890, et l'industrie aurait finalement pris le relais, mais seulement à partir de 1885⁴⁵-1913.

Le peu d'attention consacrée jusqu'à une date récente aux services, pour lesquels les premières estimations détaillées remontent seulement aux travaux de Jean-Claude Toutain publiés en 1987, ne devrait pas occulter ce constat très net : c'est à leur sujet que l'on trouve

⁴⁴ Cf. ci-dessus, note 36.

⁴⁵ Ce qui revient à placer le point de départ de la grande période d'industrialisation au cœur de la décennie où l'économie française perd le plus de terrain. Faut-il voir là un désaccord réel par exemple avec D. Barjot, pour qui le fléchissement de la croissance française « s'amplifie pendant la grande dépression de 1883 à 1905 », ou seulement l'effet de périodisations floues ?

les divergences les plus caractérisées (bien plus accentuées que les divergences concernant le poids relatif de l'agriculture et de l'industrie). Les progrès de la « tertiarisation » de l'économie française au XIXe siècle (part des services dans le PIB en valeur courante) apparaissent en effet sous un jour radicalement différent selon que l'on se réfère aux estimations de M. Lévy-Leboyer (1985) ou à celles de J.-C. Toutain (1997).



Ce n'est pas tant la différence générale de niveau entre les deux courbes qui apparaît comme le point troublant (le caractère plus complet des estimations de J.-C. Toutain suffirait à l'expliquer), mais plutôt la variation de l'écart et son accentuation très marquée des années 1860 jusqu'au seuil du XXe siècle, alors qu'on aurait pu s'attendre à ce que les progrès de l'information statistique favorisent une convergence des évaluations pour la période récente. Pour la moyenne des années 1910-1913, l'estimation Toutain (en francs courants) dépasse de 61% l'estimation Lévy-Leboyer pour la valeur ajoutée totale du secteur tertiaire ; et cet écart global recouvre des écarts très variables d'un poste à l'autre : faibles pour les transports et les loyers, mais considérables sur la valeur ajoutée du secteur commercial et plus encore des

administrations (écart du simple au triple)⁴⁶. La place de la France dans les comparaisons internationales, comme on le verra dans la prochaine sous-section, s'en trouve affectée du tout au tout ; l'estimation de M. Lévy-Leboyer en ferait l'une des économies européennes les moins « tertiarisées » à la veille de la guerre de 1914.

Au-delà de la mesure des rythmes de croissance, le mouvement des prix relatifs constitue un enjeu essentiel pour la compréhension des mécanismes de la croissance. Or, là encore, de nouvelles contradictions et de nouveaux facteurs d'incertitude apparaissent lorsqu'on tente d'explicitier, en confrontant les évaluations à prix courants et à prix constants, la dynamique à long terme des prix relatifs intersectoriels.

Mouvement comparé des prix selon M. Lévy-Leboyer (1985) et J.-C. Toutain (1987)

	Indice des prix (base 100 en 1913)			Prix relatifs (base 100 en 1913)		
	1820	1870	1913	1820	1870	1913
PIB						
MLL	92,4	96,6	100			
JCT	82,2	92,7	100			
Agriculture						
MLL	83,5	93,5	100	90,4	96,8	100
JCT	59,6	89,4	100	72,5	96,4	100
Industrie						
MLL	116,7	93,1	100	126,3	96,4	100
JCT	174,5	125,1	100	212,3	135,0	100
Services						
MLL	79,9	108,1	100	86,5	111,9	100
JCT	40,5	68,7	100	49,3	74,1	100

Source : A. Maddison, *op. cit.* (1995), p. 136. Les indices de prix sont les déflateurs du PIB et des valeurs ajoutées sectorielles, calculés par Maddison en rapprochant les évaluations respectivement en valeur courantes et en valeur constantes selon les deux auteurs.

L'accord approximatif sur le mouvement des prix de longue durée (prix du PIB) recouvre, comme c'est souvent le cas, des divergences partielles bien plus accentuées. Les deux plus notables concernent la baisse des prix relatifs industriels, beaucoup plus ample selon J.-C. Toutain que selon M. Lévy-Leboyer, et surtout le mouvement du prix relatif des services, en hausse continue selon J.-C. Toutain, mais qui semble connaître au contraire un retournement de tendance entre les deux sous-périodes selon M. Lévy-Leboyer.

⁴⁶ Estimations comparées de la valeur ajoutée des services (moyenne 1910-1913, en millions de francs courants)

	(a) M. Lévy-Leboyer (1985)	(b) J.-C. Toutain	(b) / (a)
Secteur tertiaire (ensemble)	10163	16355	1,61
Transports	2310	2645	1,15
Commerce	4230	7060	1,67
Logement	2870	2646	0,92
État	753	2292	3,04

Ces divergences multiples ont assurément de quoi désorienter l'utilisateur des résultats de l'histoire quantitative. Justifient-elles pour autant une sorte de résignation ou de scepticisme généralisé, qui serait la condamnation de l'histoire quantitative elle-même, et qui appellerait dans ce cas un rejet explicite ?

Résorber les divergences ?

Se fixer comme objectif de parvenir à un consensus général autour des chiffres de l'histoire économique quantitative serait manifestement irréaliste : quel pays – du moins parmi ceux qui ont eu la chance de connaître une émulation entre plusieurs projets concurrents – pourrait se vanter d'avoir réalisé pareille performance ? Mais ce serait un excès inverse de contester la perfectibilité des résultats et de renoncer à les améliorer indéfiniment. Les protagonistes de l'histoire quantitative, mieux placés que quiconque pour apprécier la fragilité de certaines de leurs propres estimations, n'ont pas hésité à leur apporter des corrections (drastiques parfois) au fil des révisions successives. Ils font preuve à l'occasion d'un remarquable *fair play* en soulignant eux-mêmes les lacunes de leur documentation⁴⁷. Ainsi Maurice Lévy-Leboyer(1985) au sujet de l'évaluation du produit des services : « On manque d'information sur les effectifs et les rémunérations de nombreuses professions du secteur privé [...]. C'est la raison qui fait qu'on a limité le nombre des séries de ce secteur, en ne retenant que celles que l'on peut établir à l'aide d'indicateurs annuels et en prenant le risque de réduire globalement la contribution des services et par conséquent leur poids relatif dans le produit national »⁴⁸. De son côté, Jean-Claude Toutain (1987), abordant la présentation d'une nouvelle étape de la recherche consacrée à l'annualisation des séries et à la prise en compte des services, exprime des réserves assez inhabituelles : « Ce n'est pas sans hésitation que je me suis résolu à publier le présent travail [...] je suis bien conscient que la marge d'erreur sur les séries annuelles ne peut qu'être supérieure à la marge d'erreur qui affecte les séries décennales. [...] Je me hasarde à publier ces chiffres, en soulignant qu'il ne s'agit que d'un « essai » et non d'un catalogue de certitudes »⁴⁹. Et la meilleure preuve qu'il ne s'agit pas là d'une simple clause de style de sa part réside dans ses efforts pour exposer en détail les sources, les méthodes, les conventions du calcul.

Toutes les divergences ne sont pas à mettre sur le même plan. Alors que la reconstitution du PIB en valeur courante, dans le cadre de définitions comptables admises par

⁴⁷ Les chassés-croisés dont nous avons eu l'occasion de faire état sont, en ce sens, tout à fait rassurants : ils témoignent de l'absence de partis pris ou d'*a priori* de la part des auteurs.

⁴⁸ *Op. cit.*, p. 265.

⁴⁹ *Loc. cit.*, p. 50.

tous, devrait – théoriquement, idéalement – conduire à un chiffre unique, tout calcul d’indice en volume met en jeu des choix de pondération, dont aucun ne s’impose dans l’absolu, et la question qui se pose n’est pas d’éliminer les divergences, mais d’abord d’en établir l’origine. Le lecteur-utilisateur des résultats de l’histoire quantitative doit se garder de deux excès inverses (mais néanmoins susceptibles de se cumuler) : verser dans un relativisme général (regarder les choses de loin), ou au contraire s’ériger en arbitre, prétendre trancher les différends sur la base de ses propres *a priori*. Il peut en revanche jusqu’à un certain point juger de la cohérence, de l’adéquation entre les arguments (ou les chiffres) et les thèses soutenues, éviter les quiproquos, contribuer à mieux centrer les débats.

Certaines divergences apparaissent illusoires, ou du moins trop incertaines pour justifier l’importance qu’on leur a attribuée.

Ériger la crise de 1857-1858 en point de départ d’un ralentissement de long terme paraît presque aussi hasardeux au regard des indices de la production industrielle de F. Crouzet et de M. Lévy-Leboyer que de J.-C. Toutain.

1857, point d’inflexion ? Comparaison de la croissance industrielle 1845-57 et 1857-69⁵⁰

	Indices Crouzet		Indice Lévy- Leboyer	Indices Toutain	
	(1)	(2)		(3)	(4)
Taux de croissance moyen annuel 1845-57	1,45	2,11	1,62	1,93	2,13
Taux de croissance moyen annuel 1857-69	1,93	2,77	1,85	2,98	2,38

(1) et (2) Variantes a et b, incluant ou excluant respectivement les industries de la laine et du lin.

(3) et (4) Respectivement avec et sans le bâtiment.

Les calculs très significatifs d’écart au trend présentés par François Crouzet (1970)⁵¹ montrent bien que l’on reste encore en 1869 (dernière année « normale » avant la chute du Second Empire) nettement au-dessus de la performance de long terme, la situation ne s’inversant à cet égard qu’au cours des années 1870. Plus récemment, F. Crouzet (1996)⁵² admet que l’écart entre l’industrie française et l’industrie britannique a pu se rétrécir au cours des années 1850 et 1860.

On ne saurait non plus considérer comme une différence cruciale la divergence mise en exergue par Maurice Lévy-Leboyer dans sa critique des résultats de l’ISMEA à propos des

⁵⁰ Ce tableau vise à montrer l’absence de ralentissement *majeur* – et non pas de l’absence de toute discordance entre les séries. J.-C. Toutain situe en 1857 le maximum d’avant-crise (suivi d’une récession en 1858), alors que, pour F. Crouzet et M. Lévy-Leboyer, 1857 représente le creux de la récession (suivi d’un rebond en 1858). Certains calculs en termes de moyenne triennale font effectivement apparaître un ralentissement selon les séries Crouzet et Lévy-Leboyer (mais non selon les séries Toutain, issues de Markovitch).

⁵¹ « Un indice de la production industrielle française au XIXe siècle », *Annales ESC*, janv.-fév. 1970.

⁵² « La première révolution industrielle », in *Histoire de la France industrielle*, *op. cit.*

rythmes de l'industrialisation. Car, si effectivement, le montant du produit industriel brut tend à rejoindre selon J.-C. Toutain le montant du produit agricole brut et le dépasse à plusieurs reprises à partir de 1822 (c'est le cas pour 27 années sur 46 entre 1820 et 1865), il en est fréquemment de même selon les propres estimations de M. Lévy-Leboyer (en 1822 pour la première fois, comme pour J.-C. Toutain, puis en 1824, 1825, 1826, 1836, 1842, 1843, 1845, 1846, 1849, 1850, 1851, 1852, 1853, 1859, 1864 et 1865). Le degré d'industrialisation ne se mesure d'ailleurs pas seulement d'après le montant du produit industriel, mais aussi d'après la structure de la population active, et les travaux de J.-C. Toutain ne manquent pas de mettre en relief la prépondérance que conserve l'agriculture à cet égard (encore plus de la moitié de la population active totale sous le Second Empire, soit plus que l'industrie et les services réunis). Le critère de la répartition sectorielle du PIB mis en avant par M. Lévy-Leboyer est tout aussi pertinent, bien entendu, *mais une comparaison précise portant sur la période incriminée – le début des années 1860 – ne fait apparaître que des écarts minimes.*

Répartition sectorielle du PIB français (1861-1865) selon Lévy-Leboyer et selon Toutain

	PIB en millions de f. courants (moyenne annuelle 1861-65)	Répartition sectorielle (en %)		
		Agriculture	Industrie	Services
M. Lévy-Leboyer (1985)	18 941	39,2	36,9	23,9
J.-C. Toutain (1997)	21 470	37,8	38,3	23,9

C'est plutôt l'évolution ultérieure assez troublante de la part de l'agriculture (selon M. Lévy-Leboyer, elle n'enregistre aucun recul, progressant même de 38,8% en 1860 à 41,3% en 1872, et se maintenant encore à 38% en 1882, et cela malgré la stagnation du volume de la production et le retournement des termes de l'échange au détriment de l'agriculture⁵³) qui

⁵³ Selon J.-C. Toutain, au contraire, pour les mêmes années, la part de l'agriculture recule de 38,8% en 1860 (comme pour M. Lévy-Leboyer) à 36,9% en 1872, et ce recul s'accélère pour atteindre 30,7 % en 1882. L'explication de cette divergence de fond est en partie d'ordre conceptuel. Le raisonnement dans le cadre de la comptabilité nationale (cf. notre introduction ci-dessus) conduit à distinguer : 1) Le produit global de l'agriculture ; 2) Le produit agricole final (produit global, diminué des intra-consommations agricoles : semences, fourrages...); 3) Les disponibilités en biens agricoles finals (produit final, diminué des consommations intermédiaires de produits agricoles par d'autres secteurs productifs); 4) *La valeur ajoutée agricole* (produit final, diminué de la valeur des consommations intermédiaires par l'agriculture de biens et services provenant d'autres secteurs). C'est la valeur ajoutée agricole qui est prise en compte pour déterminer la part de l'agriculture au sein du PIB, lui-même défini comme somme de valeurs ajoutées. Maurice Lévy-Leboyer se réfère pour sa part à « la production agricole ». Le concept de valeur ajoutée n'apparaît pas, même dans l'explication qu'il donne de l'écart entre ses estimations et celles de Jean-Claude Toutain : « De plus, pour passer de la production globale au produit brut, cet auteur [J.-C. Toutain] a déduit, au titre des consommations intermédiaires, les semences et les consommations animales, mais aussi des frais généraux, d'entretien, d'assurance et d'impôt [...]. C'est ce surcroît de dépenses qui est responsable du décalage observé, car nous avons tenu compte à notre tour d'un supplément de frais et de pertes pendant la grande dépression, mais dans le calcul de la formation de capital, en réduisant les investissements et en défalquant la valeur des exploitations abandonnées. La différence résulte donc d'un classement différent des postes comptables... » (*L'économie française au XIXe siècle, op. cit.*, p. 260-261).

aurait mérité, me semble-t-il, de retenir l'attention, et plus généralement la question des prix relatifs (agricoles / industriels) : car seul le mouvement des prix peut expliquer la *quasi-stabilité à long terme* – des années 1820 aux années 1860 – *des parts respectives de l'agriculture et de l'industrie au sein du PIB en valeur courante*, stabilité à première vue tout à fait paradoxale pour un pays en voie d'industrialisation.

Mais, si l'effort d'élucidation doit être proportionnelle (ou du moins proportionné) à l'amplitude des divergences, c'est avant tout sur le secteur des services qu'il devra se concentrer. Comme on l'a montré un peu plus haut, c'est là que l'on trouve les écarts – relatifs et absolus – les plus considérables. Le secteur tertiaire est à lui seul « responsable » de plus de la moitié de l'écart global entre les évaluations par Lévy-Leboyer et Toutain du PIB de 1913 (6,5 milliards de francs courants sur un total de 10,8 milliards) ; et surtout il est à l'origine de la divergence croissante entre les deux courbes (graphique 1) et de l'écart des taux de croissance du PIB. Ce secteur est demeuré longtemps le moins étudié, le débat à son sujet est à peine amorcé, et les chances de progresser vers un consensus paraissent très réelles. On relèvera en particulier que Maurice Lévy-Leboyer attribue à l'essor des services un rôle d'impulsion sur la croissance française de la période 1860-1890 *en contradiction avec ses propres chiffres qui ne créditent le secteur tertiaire que d'une progression très médiocre* (mais en accord avec les estimations ultérieures de Jean-Claude Toutain, cf. graphique 2). Ne faut-il pas en l'occurrence choisir le diagnostic de l'historien, contre ses évaluations chiffrées dont il souligne lui-même le caractère incomplet ? Les revenus des professions libérales, ainsi que des domestiques, en sont absents et devraient être rajoutés. Le poste « État », dans l'évaluation Lévy-Leboyer, ne prend pas en compte les administrations départementales et locales. La série présente d'ailleurs en fin de période une curieuse anomalie (dont je n'ai pas réussi à deviner la raison) : une chute de 812 millions de francs en 1908 à 695 millions en 1911 (- 14,5%), recul qui n'est toujours pas effacé en 1913 (alors que la consommation des administrations a progressé au contraire de plus de 30%, selon M. Lévy-Leboyer, entre 1908 et 1913). L'énorme écart – du simple au triple, comme on l'a indiqué plus haut – entre les évaluations respectives des services des administrations par Lévy-Leboyer et Toutain est d'autant plus surprenant que les deux auteurs font état d'une référence commune, les travaux de Louis Fontvieille⁵⁴. Le périmètre pris en compte par J.-C. Toutain est nettement plus étendu (il inclut les militaires et le clergé), mais la part du PIB attribuée aux administrations

⁵⁴ Dans la série des Cahiers de l'ISMEA, « Évolution et croissance de l'État français », *Économies et sociétés*, 1976, AF 13, et « Évolution et croissance de l'Administration départementale française », *Économies et sociétés*, 1982, AF 14.

(un peu moins de 5% en 1913) apparaît tout à fait cohérente *a priori* avec la part des effectifs correspondants au sein de la population active (environ 6%) : l'ordre de grandeur retenu semble donc difficile à contester.

Peut-on en appeler aux comparaisons internationales pour juger de la plausibilité des résultats obtenus ? Sans doute, en cas de divergence massive. Le tableau comparatif présenté par J.-C. Toutain à propos du poids relatif du secteur tertiaire montre bien que la France se situe au voisinage des autres pays européens choisis comme référence.

Comparaison de la part du secteur des services en % du PIB (1910)

	Grande Bretagne	Suède	France	Allemagne
Ensemble du secteur tertiaire	55	39	35	32
dont : Commerce	29	16	16	9
Administration	5	5	5	9

Source : J.-C. Toutain (1997), d'après O. Krantz, « Service production in historical national accounts », *Review of Income and Wealth*, March 1994.

Il est *a priori* rassurant de voir ainsi la France figurer en position intermédiaire (proche, en ce qui concerne par exemple la part du commerce, de la moyenne géométrique entre l'Angleterre et l'Allemagne) ; aucune différence « choquante » n'apparaît, rien en tout cas qui puisse suggérer une surestimation flagrante des coefficients calculés par J.-C. Toutain. *A contrario*, les évaluations de M. Lévy-Leboyer placeraient très nettement la France en position d'*outlier* tant pour la part du secteur tertiaire dans son ensemble (moins de 29%) que pour la part de l'État (2,4%).

L'argument de vraisemblance que l'on peut tirer des comparaisons internationales ne doit certes pas être poussé trop loin : rien ne permet d'exclure par principe une singularité française sur tel ou tel point – mais plus une conclusion paraît improbable *a priori*, plus elle devra être solidement étayée.

Les comparaisons internationales constituent un *test* des travaux d'histoire quantitative en même temps qu'une de leur raison d'être : toute « anomalie » flagrante appelle un réexamen des séries ; inversement, la cohérence entre les différents éléments présentés renforce la crédibilité de l'ensemble. Selon ces critères, les évaluations de Markovitch-Toutain résistent bien, me semble-t-il, à l'épreuve des critiques qu'on leur a adressées⁵⁵. Jean-

⁵⁵ Les travaux de l'ISEA, selon Maurice Lévy-Leboyer, ont eu « pour résultat, en partie imprévu au départ, de majorer très sensiblement le niveau des séries plus anciennes que l'on tenait pour acquis. [Les nouvelles évaluations] ont augmenté de près d'un tiers le produit national dans la première moitié du siècle et déformé sa

Claude Toutain (1996 et 1997) s'est d'ailleurs attaché à fixer les idées, en précisant et en explicitant la comparaison franco-britannique telle qu'elle ressort de ses propres évaluations. De 1856 à 1913, le PIB moyen par tête en France – évalué aux prix et taux de change courants – est passé de 79% à 88% du PIB par tête en Grande Bretagne selon Feinstein. Cette évolution globale doit être mise en relation avec la comparaison des rythmes de croissance, qui peut se présenter comme suit :

France et Grande Bretagne : rythmes de croissance économiques comparés (% par an)

	Produit intérieur brut	PIB par habitant	PIB par heure de travail
1856-1913			
Grande Bretagne	2,1	1,0	1,0
France	1,5	1,2	1,3
	Produit industriel	Prod. ind. par hab.	Prod. ind. par actif
1815-1913			
Grande Bretagne	2,8	1,6	1,3
France	2,2	1,9	1,2
1850-1913			
Grande Bretagne	2,3	1,2	1,1
France	2,0	1,7	1,2

Source : J.-C. Toutain, « Comparaison des différentes évaluations... », *art. cité, Revue économique*, juill. 1996, et « Le PIB de la France... », *art. cité, Économies et sociétés*, n° 11 / 1997. Les taux de croissance industriels ont été calculés à partir des moyennes décennales et, de ce fait, divergent de ceux du tableau de la p. 19 ; l'écart (de l'ordre de 0,2% par an sur 1850-1913) illustre bien les aléas du calcul.

Trois conclusions se dégagent clairement de ce tableau :

- 1) L'écart en termes de PIB comme de produit industriel global continue à se creuser à travers l'ensemble de la période au détriment de la France, dont les rythmes de croissance restent jusqu'en 1913 nettement inférieurs à ceux de la Grande Bretagne comme de presque tous les pays d'Europe occidentale (y compris par exemple

structure – par rapport aux études antérieures – au détriment de l'agriculture et à l'avantage de l'industrie [...]. En 1840-60, selon les chiffres qui ont été publiés, la France se serait trouvée en tête des pays industrialisés, surclassant notamment l'Angleterre de 20 à 25% en termes de capacité productive, puisque son revenu national aurait été, non pas de 16-18 milliards, mais de 22 milliards de francs, soit quatre milliards de plus que le produit britannique (P. Deane, 1968) ; de ce fait, les revenus moyens par tête auraient été nivelés dans les deux pays, alors qu'on admet en général que le revenu des Français était à cette époque de 30% et peut-être même de 37% en retrait sur celui des Anglais (Bairoch, 1981) ». La référence au produit national « de 1840-1860 » ne facilite pas une confrontation précise avec les chiffres de J.-C. Toutain, puisque, entre ces deux dates, le PIB a augmenté de plus de moitié (passant de 11677 millions en 1840 à 17562 en 1860 selon M. Lévy-Leboyer, 1985, et de 13424 millions en 1840 à 20670 en 1860 selon J.-C. Toutain, 1997). On relèvera cependant que le PIB français selon Toutain n'atteindra en réalité pour la première fois les 22 milliards qu'en 1866, à une date où le PIB selon Lévy-Leboyer a déjà lui-même dépassé les 20 milliards. Ni le relèvement effectué par Markovitch pour l'industrie, ni l'écart entre les deux séries n'atteignent, ni n'approchent les 4-6 milliards mentionnés par M. Lévy-Leboyer (écart entre 22 et 16-18 milliards). L'écart entre les deux séries est le plus souvent de l'ordre de 2 milliards, exceptionnellement 3 (en 1860). Si l'on choisit 1856 pour une comparaison avec l'évaluation du PIB britannique par Ch. Feinstein, le PIB français est de 18261 millions de francs selon Lévy-Leboyer, 1997 selon Toutain – soit un écart absolu de moins de 2 milliards de francs et un écart relatif de moins de 10%, ce qui ne suffit nullement à « niveler » l'écart de revenu moyen par tête entre les deux pays

l'Espagne pour la période 1850-1913). Rien par conséquent jusqu'ici qui puisse faire « suspecter » une surévaluation de la croissance française par les chercheurs de l'ISEA....

- 2) En termes de PIB ou de produit industriel par habitant, compte tenu de la bien moindre croissance de la population en France, il y a au contraire réduction de l'écart franco-britannique selon les évaluations de Toutain. On observera au passage que ce simple constat statistique ne revient nullement à « expliquer » l'amélioration de la position française selon ces critères par la faiblesse de la croissance démographique (ce qui relèverait d'une approche économétrique contrefactuelle, étrangère aux chercheurs de l'ISEA). Quoi qu'il en soit, on est bien ici en présence d'une divergence effective avec les conclusions qui découlent des indices de croissance industrielle Crouzet et Lévy-Leboyer⁵⁶.
- 3) En ce qui concerne la productivité, les évaluations Markovitch-Toutain conduisent à des conclusions plus contrastées, mais on constate que l'évolution de l'écart franco-britannique est moins favorable à la France en termes de produit industriel *par actif* que de produit industriel *par habitant* (ce qui est logique, dans la mesure où la diminution de l'écart de produit industriel par habitant résulte en grande partie dans le cas de la France de l'accroissement de la part de l'industrie dans la population active, alors que l'évolution dans ce sens était déjà très avancée en Grande Bretagne au début du XIXe siècle). Au total, l'écart de produit industriel par actif semble même s'être accru entre 1815 et 1913⁵⁷, ce qui est cohérent avec les conclusions de Jean-Pierre Dormois sur la persistance de forts écarts de productivité entre la France et l'Angleterre au seuil du XXe siècle.

Au total, ce relevé de conclusions ne comporte ni incohérence, ni anomalie « choquante ». Et l'on ne saurait non plus reprocher à l'histoire quantitative d'être redondante avec ce que l'on savait déjà, puisqu'elle permet de recouper et de préciser les acquis, tout en cernant de plus près les enjeux.

Quant aux divergences vis-à-vis d'autres estimations, nous nous focaliserons sur deux d'entre elles.

⁵⁶ L'estimation de F. Crouzet implique une accentuation de l'écart franco-britannique entre 1815 et 1913 même en termes de produit industriel par habitant (+1,4 % par an, contre 1,6% pour la Grande Bretagne), celle de M. Lévy-Leboyer une quasi-stabilité entre 1820 et 1913.

⁵⁷ Un écart de 0,1% des taux de croissance moyen annuel a pour effet, sur un siècle, d'accroître d'un peu plus de 10% l'écart – considérable – qui existait en début de période en faveur de l'Angleterre. Restent bien sûr les aléas du calcul...

La première concerne le niveau relatif de revenu par tête vers 1913 par exemple. Si l'accord est général pour reconnaître la supériorité de l'Angleterre sur la France, l'écart selon J.-C. Toutain (- 12% pour la France⁵⁸) est bien plus faible que ne l'impliquent les évaluations de Paul Bairoch⁵⁹ et d'Angus Maddison (- 31% selon Maddison 1995), obtenues pourtant selon des approches très différentes. Cette convergence ne me paraît pas néanmoins constituer une objection décisive pour les raisons suivantes :

- Les évaluations de Paul Bairoch, fondées sur la méthode des indicateurs physiques, qui privilégie les indicateurs relatifs aux grandes industries et activités de base caractéristiques du modèle d'industrialisation anglais, sont susceptibles de sous-estimer systématiquement le niveau de développement d'un pays comme la France, à production plus diversifiée et spécialisée dans des produits plus élaborés.
- Les évaluations d'Angus Maddison sont obtenues à partir de comparaisons portant sur les niveaux de revenu réel des années 1990 en PPA, qui sont ensuite rétropolées sur la base des indices de croissance en volume. Les résultats de cet exercice de rétropolation deviennent de plus en plus fragiles au fur et à mesure que l'on s'éloigne de l'année de base : un biais même minime dans l'estimation des taux de croissance, une légère erreur dans le raccordement des indices lors des deux après-guerres suffisent à entraîner une « déviation » considérable du niveau absolu de revenu réel estimé pour une année ancienne, quand bien même la série des indices fournirait une approximation acceptable du profil de croissance.

Reste bien entendu la divergence entre les évaluations « concurrentes » de la croissance industrielle française, dont nous avons fait état à de nombreuses reprises et qu'il n'est pas question de minimiser. Associée à une divergence encore plus considérable sur le montant du produit tertiaire, elle se traduit par un écart de près de 22% entre les évaluations respectives du PIB français en 1913⁶⁰ selon Maurice Lévy-Leboyer et selon Jean-Claude Toutain ; l'estimation de M. Lévy-Leboyer impliquerait un écart de PIB par habitant de 31 % entre la France et la Grande Bretagne (aux prix et taux de change courants), au lieu de 12 % selon J.-C. Toutain. Nous avons déjà indiqué pourquoi la prise en compte des services dans l'ouvrage de M. Lévy-Leboyer et F. Bourguignon (1985) nous semble insuffisante. Nous terminerons en rappelant les principaux arguments invoqués par J.-C. Toutain en défense contre les critiques qui lui ont été adressées et à l'appui de la supériorité des séries de l'ISEA : une plus grande

⁵⁸ Dans la mesure où l'on admet que les taux de change vers 1913 reflètent (approximativement) les rapports de PPA, il n'y a pas lieu de distinguer écart nominal et écart réel.

⁵⁹ Cf. ci-dessus note 55.

⁶⁰ Plus précisément, si l'on pose le PIB Toutain de 1913 égal à 1, le PIB Lévy-Leboyer s'élève à 0,782.

rigueur fondée sur le recours systématique aux concepts de la comptabilité nationale, un échantillon de branches industrielles assurant une couverture beaucoup plus large, la pratique de recoupements dans un cadre décennal pour pallier les limites des séries annuelles, un effort systématique pour maîtriser l'influence du choix des coefficients de pondération (et pour en expliciter les raisons) – et l'existence d'anomalies apparentes dans les estimations « concurrentes »⁶¹. Aucun de ces arguments ne saurait être écarté sans examen.

Nous concluons que, même une fois éliminés certains différends illusoires ou minimes, les divergences subsistantes appellent de nouvelles recherches (ciblées aussi précisément que possible sur les désaccords effectifs). Mais l'issue doit être considérée *a priori* comme ouverte. Rien n'exclut que la convergence ne s'opère en fin de compte très près des dernières estimations issues des travaux de l'ISEA – et la pire des solutions serait de s'en remettre arbitrairement à une sorte de jugement de Salomon.

Conclusion

La précédente section portait sur un débat interne à l'histoire quantitative de l'économie française (et, qui plus est, un débat où ne sont impliqués qu'une poignée de protagonistes...). Mais l'histoire quantitative n'est pas une fin en soi. La contribution qu'elle peut apporter à la compréhension historique dépend de façon cruciale de l'accueil qui lui est réservé : c'est précisément sur ce terrain que nous voudrions nous placer en conclusion.

François Furet, évoquant « Le quantitatif en histoire »⁶², écrivait en 1974 : « L'histoire quantitative est aujourd'hui à la mode à la fois en Europe et aux Etats-Unis [...]. Mais, comme tous les mots à la mode, celui d'« histoire quantitative » a fini par avoir une acception tellement large qu'il recouvre à peu près n'importe quoi ». Faut-il voir dans cette ambiguïté l'explication du « reflux » ultérieur ? Un reflux à la fois précoce, brutal et durable, dont Bernard Lepetit, dès 1989, prenait acte en termes lapidaires : « La tendance s'est aujourd'hui inversée [...] L'histoire quantitative aujourd'hui n'est plus à la mode »⁶³. Le scepticisme ne fait que s'amplifier dans les années 1990, lorsque Gérard Béaur évoque « les désarrois du quantitativisme »⁶⁴, tandis que Jean-Yves Grenier s'interroge sur l'avenir⁶⁵ non sans

⁶¹ Croissance anormalement faible jusqu'en 1870 de l'indice du volume de la production industrielle selon M. Lévy-Leboyer (avec une progression de l'indice global plus faible que chacune de ces composantes) ; incidence étonnamment forte de la prise en compte ou non des industries de la laine, du lin et du chanvre sur les deux variantes de l'indice Crouzet.

⁶² In *Faire de l'histoire* (sous la dir. de J. Le Goff et P. Nora), Gallimard, 1974.

⁶³ « L'histoire quantitative : deux ou trois choses que je sais d'elle », *Histoire et mesure*, IV-3 / 4.

⁶⁴ « L'histoire de l'économie rurale à l'époque moderne ou les désarrois du quantitativisme », *Histoire et sociétés rurales*, n° 1, 1^{er} sem. 1994.

nostalgie : « L'histoire quantitative ne fait plus recette. Le temps est loin où François Furet pouvait parler de son rôle dominant et de sa capacité à renouveler la recherche historique... ». Mais ces revirements de la « mode » historique ne sauraient occulter les problèmes spécifiques auxquels se trouve confrontée en France l'histoire macro-économique, en raison du fossé qui sépare depuis toujours historiens et économistes-historiens. Ce qui ressort d'une relecture de l'article de François Furet que nous venons de citer, c'est bien moins la foi dans les capacités de l'histoire quantitative qu'une profonde méfiance – le terme est faible – envers « les travaux de certains historiens économistes ». L'allusion vise, bien entendu, les chercheurs de l'ISEA. L'accusation, quant à elle, est formulée dans les termes les plus explicites : F. Furet leur reproche une conception doublement réductrice, tendant à réduire le champ de l'histoire à l'économie, et à réduire le système descriptif et interprétatif à celui de l'économie politique. Les protestations sur ce thème reviennent comme un leitmotiv : « L'histoire ne saurait être réduite à la seule description et interprétation de l'activité économique » ; « L'histoire n'est pas réductible à l'économie politique » – alors que leur but serait de « faire de l'histoire une économétrie rétrospective ».

Or on peut difficilement imaginer de contresens plus caractérisé. Le terme « économétrie rétrospective », curieusement entaché de connotations péjoratives depuis son emploi par Pierre Vilar en 1965 à propos de l'histoire quantitative, s'applique mal⁶⁵ aux travaux des chercheurs de l'ISEA, qui les présentent eux mêmes – plus modestement – comme une *comptabilité nationale rétrospective*. Loin de tout *impérialisme* global vis-à-vis de l'histoire, l'histoire quantitative au sens de l'ISEA concentre ses efforts sur l'histoire économique *stricto sensu*, et plus précisément sur une étape que l'on peut considérer comme un préalable à l'analyse historique : la quantification des faits à expliquer. Il est expressément spécifié que l'explication devra laisser toute leur place aux « variables historiques » (irréductibles au jeu des lois économiques, mais qui n'en influencent pas moins très directement les variables économiques) ; et de fait, l'histoire quantitative reste le plus souvent au seuil de l'explication proprement dite – ce qui n'a pas empêché de lui adresser deux reproches à première vue contradictoires, celui de confondre la mise en place d'un dispositif statistique avec l'expression d'une problématique (comme si le choix des concepts statistiques revenait toujours à y « glisser » subrepticement le choix d'une problématique) et celui de se

⁶⁵ « L'histoire quantitative est-elle encore nécessaire ? », in *Passés recomposés* (sous la dir. de J. Boutier et D. Julia), Éd. Autrement, 1995.

⁶⁶ Selon le classement plus adapté de P. Bairoch et B. Etemad (« La littérature périodique d'histoire contemporaine », *Annales ESC*, mars-avril 1987), ces travaux « quantitatifs » se placent en position intermédiaire entre les approches « qualitatives » et « mathématiques-économétriques ».

réduire à une statistique descriptive élémentaire. Il serait plus équitable, me semble-t-il, de reconnaître que la quantification n'est certes qu'un préalable, mais un préalable décisif (qui conditionne la validité de toute explication), et de rappeler aussi cette évidence – facilement perdue de vue lorsqu'on parle d'histoire quantitative *in abstracto* – que les éléments quantifiables tiennent une place essentiellement, intrinsèquement différente selon qu'il s'agit d'histoire économique⁶⁷ ou de démographie historique d'une part, ou, au contraire, par exemple, d'histoire de l'art ou d'histoire des mentalités : si le chiffre n'est qu'un indice, un repère propre à orienter l'intuition « au même titre qu'un fragment de texte ou un tesson d'amphore »⁶⁸, qu'on lui reconnaisse du moins le même rôle en histoire économique qu'au tesson d'amphore en histoire de la céramique ! Resterait alors à justifier l'« irruption » sur la scène historique des concepts des comptabilités nationales modernes : le reproche d'anachronisme, par exemple, qui semble s'imposer à première vue, est en fait difficilement tenable, puisque le concept de revenu national est déjà présent chez Gregory King sous une forme proche de la nôtre ; et, s'il est vrai qu'aucun choix conceptuel n'est vraiment neutre, on voit mal pourquoi on refuserait d'appliquer aux sociétés du passé un cadre d'analyse qui prévaut pour l'ensemble des économies contemporaines.

Mais l'« échec »⁶⁹ de l'histoire quantitative (macro-économique) a sans doute peu à voir avec ses mérites ou démérites propres. Il se manifeste moins aujourd'hui par des réactions de rejet que par une sorte de désertion⁷⁰. Jean Marczewski, dans son *Introduction à l'histoire quantitative* (1965), lançait un vibrant appel au débat : « [Nos] résultats seront sans aucun doute très défectueux. Que le lecteur soit sans indulgence et qu'il n'hésite pas à faire état de toutes nos erreurs de fait, de méthode et d'interprétation. L'histoire quantitative de l'économie française est une œuvre immense, qui sollicite le labeur de plusieurs équipes d'historiens et d'économistes aux formations les plus variées. Elle ne peut grandir et s'affirmer que dans le feu de discussions passionnées.... ». Si l'appel à des critiques passionnées a bien été entendu (au-delà de tout espoir !), il y a eu très peu de critiques constructives, la

⁶⁷ « On comprend bien sûr pourquoi l'économie a constitué le domaine prioritaire de l'enquête historique quantitative, par le caractère nécessairement mesurable des indicateurs, par la précision des concepts dont elle a permis l'élaboration, par la problématique.... », reconnaît F. Furet (*ibidem*, 1974), avant d'ajouter : « Mais l'homme n'est pas seulement un agent économique ». Certes !

⁶⁸ J.-Y. Grenier, *art. cité* (1995).

⁶⁹ Le lecteur, parvenu à ce point du texte, aura bien compris que le terme *échec* se réfère ici non à la qualité et à l'importance des résultats obtenus par l'histoire quantitative (macro-économique), mais à la faible place qui lui est reconnue aujourd'hui dans les problématiques dominantes.

⁷⁰ J.-Y. Grenier et B. Lepetit notaient déjà en 1989 (« L'expérience historique. À propos de C. E. Labrousse », *Annales ESC*, nov.-déc. 1989) que « l'histoire quantitative de l'économie française [ou la *New Economic History*] ne suscitent plus d'hostilité déclarée, mais n'ont pas été assimilées par les pratiques dominantes et ne font pas recette », et ils évoquent un abandon de territoire, un paysage qui tend à ressembler aux friches industrielles...

recherche n'a jamais pris le caractère d'une grande œuvre collective, et l'équipe de l'ISEA est restée une (très) petite équipe. Malgré l'importance des résultats obtenus, le rôle central – mis en exergue par Simon Kuznets – dévolu au *revenu national* (ou au *revenu par habitant*) en tant que concept unificateur, point d'ancrage essentiel pour toute analyse plus détaillée comme pour tout effort de périodisation, est resté largement méconnu. Cette méconnaissance se traduit de façon diverse. La plus fréquente consiste à recourir à des indications chiffrées parcellaires, non coordonnées entre elles, d'une précision illusoire et sans véritable lien avec l'analyse, dont elles constituent tout au plus une vague illustration⁷¹. Mieux vaudrait dans ce cas une analyse purement qualitative. Lorsque les données macro-économiques sont présentes, on les trouve souvent cantonnées dans le chapitre liminaire des manuels (et apparemment oubliées par la suite, elles ne donneront lieu à aucune référence précise lorsqu'on abordera les « choses sérieuses » : analyses sectorielles ou régionales détaillées, histoires d'entreprises), ou bien elles surgissent de façon épisodique et presque accidentelle, sans être davantage intégrées à une problématique d'ensemble. Des estimations contradictoires se trouvent juxtaposées, sans commentaire et sans état d'âme, comme si cela n'avait aucune importance pour la suite de l'analyse. Le signe d'échec le plus grave – véritable *révélateur* de la place dévolue à l'histoire quantitative – me paraît être l'absence de réaction face à des divergences qui mettent en cause les tendances dominantes durant certaines phases cruciales de l'histoire de la France : comment prétendre dégager *le sens des interdépendances* propres à chacune d'elles, sans accord préalable sur le diagnostic global ? Renoncer à élucider ces divergences, c'est faire perdre à l'histoire quantitative sa raison d'être essentielle : ses vertus heuristiques, sa capacité à orienter les priorités de la recherche et à faire progresser la compréhension historique, en concentrant les efforts sur l'élimination des incohérences apparentes. On ne peut que regretter, par exemple, avec J.-Y. Grenier⁷², le peu de débat autour de l'ouvrage de Maurice Lévy-Leboyer et François Bourguignon – un ouvrage souvent cité, mais en se limitant soit à des emprunts ponctuels, soit à un hommage global au caractère novateur de la démarche économétrique (ressentie comme une prouesse), sans pour autant entrer dans le vif du sujet. Et chacune des contributions les plus récentes de Jean-Claude Toutain aurait également mérité de faire l'objet d'un débat approfondi.

Le déplacement des principaux axes de recherche vers de nouveaux champs privilégiés – l'histoire des entreprises, l'histoire de l'innovation – a été récemment salué comme une

⁷¹ « [...] la description et son analyse ne communiquent pas. Tableaux et graphiques sont alors réduits à un usage symbolique, à une sorte de convention dont le rapport avec l'argumentation est faible, mais dont la fonction est d'afficher la scientificité de la recherche » (B. Lepetit, *art. cité, Histoire et mesure*, 1989).

⁷² « L'histoire quantitative est-elle encore nécessaire ? », in *Passés recomposés, op. cit.* (1995).

avancée majeure, permettant un renouvellement des perspectives, une vision renouvelée du capitalisme français⁷³. Mais, dans la mesure où l'hommage ainsi rendu s'accompagne d'une déploration du triste état de l'histoire macro-économique en France⁷⁴ et d'une résignation implicite à laisser non résolues – ou mal résolues – bon nombre de questions macro-économiques fondamentales, on doit se demander si cette *avancée* ne constitue pas en même temps une sorte de *repli*. Si l'on ajoute foi aux diverses réhabilitations récentes (on « réhabilite » le patronat français, la capacité d'innovation des petites entreprises, les années 1930...), la question du fléchissement des performances globales ne s'en pose qu'avec plus d'acuité ; et la nature des relations entre mutations du système technique et vigueur de la croissance (relation directe, comme après 1945 ? ou relation inverse ?) demeure une interrogation fondamentale, plus ouverte que jamais, qui échappe par nature aux approches monographiques. Les avancées récentes de l'anthropométrie historique⁷⁵ ne conduisent pas à *substituer* le « niveau de vie biologique » au revenu réel comme mesure du bien-être, mais elles appellent au contraire de multiples *recoupements* avec les indicateurs économiques et un renouveau des recherches sur l'évolution des salaires.

L'histoire quantitative, amputée de sa dimension macro-économique, ne serait plus qu'une approche partielle parmi d'autres – et, si telle est bien la tendance actuelle en France, on ne saurait éluder la question de savoir pourquoi. L'explication par le manque de formation économique chez les historiens (souvent avancée par les intéressés eux-mêmes avec une pointe de masochisme) apparaît de moins en moins convaincante. La vraie raison est ailleurs : « La macro-économie perd peu à peu de son intérêt pour les historiens », reconnaît sans ambages Dominique Barjot, qui fait remonter cette désaffection à la crise de l'énergie des années 1970 (on voit d'ailleurs mal le lien, puisque l'articulation entre crises, cycles et croissance est depuis toujours au cœur de l'histoire macro-économique). N'est-ce pas plutôt la progression explosive du nombre et du volume des publications en histoire économique depuis un demi-siècle qui est à l'origine d'une tendance aussi générale à se détourner des grandes questions, de plus en plus difficiles à maîtriser, et considérées à tort comme épuisées ? La crainte souvent invoquée des *rendements décroissants de la recherche* a pu jouer un rôle bénéfique en favorisant l'avènement d'approches nouvelles et originales, essentiellement micro-économiques. Mais le risque est bien réel aussi d'évoluer vers des

⁷³ Dominique Barjot, « L'histoire économique de la France aux XIXe et XXe siècles », in « Où va l'histoire économique ? », *Historiens et géographes*, mai 2002.

⁷⁴ D. Barjot évoque « le reflux du quantitatif ». « Les méthodes de la *New Economic History* ont été peu appliquées », on ne constate « pas de véritable décollage de la discipline ». On manque de séries de base, faute de compétences historiques ; « or l'établissement de séries constitue un préalable ».

⁷⁵ L. Heyberger, *La révolution des corps*, Presses Universitaires de Strasbourg, 2004.

pratiques que Gérard Béaur compare à une *agriculture de brûlis*, vouée à de perpétuels déplacements en quête de nouveaux champs de recherche périphériques, en laissant à l'abandon derrière elle les terroirs *a priori* les plus prometteurs. Contrairement aux monographies, dont on sait par avance que leur multiplication n'apporte pas de réponse décisive, rien n'exclut qu'un resserrement des problématiques et une nouvelle génération de comparaisons internationales ne permettent à l'histoire quantitative macro-économique de retrouver le chemin des rendements croissants.

LES PUBLICATIONS DE L'ÉQUIPE D'HISTOIRE ÉCONOMIQUE QUANTITATIVE SÉRIE AF DES CAHIERS DE L'I(S)MEA (Économies et sociétés à partir de 1967)

1961-1997

J. Marczewski, « Histoire quantitative, buts et méthodes », juill. 1961, AF 1.

J.-C. Toutain, « Le produit de l'agriculture française de 1700 à 1958 », juill. 1961, AF 1 et 2.

J.-C. Toutain, « La population de la France », janv. 1963, AF 3.

J. Marczewski, « Le produit physique de l'économie française (comparaison avec la Grande Bretagne) », juill. 1965, AF 4.

T.-J. Markovitch, « L'industrie française de 1789 à 1959 », juill. 1965, AF 4, mai 1966, AF 5, juin 1966, AF 6, nov. 1966, AF 7.

T.-J. Markovitch, « Salaires et profits industriels en France (sous la monarchie de Juillet et le Second Empire) », AF 8.

J.-C. Toutain, « Les transports en France de 1830 à 1965 », sept.-oct. 1967, AF 9.

T.-J. Markovitch, « L'industrie lainière en France à la fin du règne de Louis XIV et sous la Régence », 8 / 1968, AF 10.

L. Fontvieille, « Les premières enquêtes industrielles de la France, 1692 et 1703 », nov. 1971, AF 11.

J.-C. Toutain, « La consommation alimentaire en France de 1789 à 1964 », nov. 1971, AF 12.

L. Fontvieille, « Évolution et croissance de l'État français, 1815-1869 », 1976, AF 13.

L. Fontvieille, « Évolution et croissance de l'Administration départementale française, 1815-1974 », 1982, AF 14.

J.-C. Toutain, « Le produit intérieur brut de la France, 1789- 1982 », 1987, AF 15.

AA. VV., *Mélanges d'histoire économique*, fév. 1991, AF 16.

J.-C. Toutain, « La production agricole de la France de 1810 à 1990, Départements et régions. Croissance, productivité, structures », 3 volumes, 11-12 / 1992, 1-2 et 3-4 / 1993, AF 17.

J.-C. Toutain, « La croissance française, 1789-1990. Nouvelles estimations », 11 / 1997, **Histoire économique quantitative 1.**

